



**MIGA**

Agence multilatérale de  
garantie des investissements  
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE



# Rapport annuel 2022



# À propos de la MIGA

Durant l'exercice 22, la MIGA a émis de nouvelles garanties pour un montant de 4,9 milliards de dollars dans le cadre d'un nombre de projets sans précédent, à savoir 54. Grâce à ces projets, l'Agence a continué de s'employer principalement à encourager les investisseurs privés à aider les pays hôtes à gérer et à atténuer les risques politiques. En collaboration avec ses clients et ses partenaires, la MIGA a soutenu le déploiement de financements d'un total de 6,5 milliards de dollars (provenant de sources privées et publiques). Près d'un tiers des émissions brutes de l'Agence ont soutenu des projets dans des pays admis à bénéficier de l'aide de l'IDA (pays à faible revenu), 12 % sont allées à des pays fragiles ou touchés par un conflit, et 28 % de l'ensemble des investissements garantis dans le cadre des projets ont contribué au financement de l'action climatique.

Ainsi, les garanties émises par la MIGA durant l'exercice 22 devraient permettre à quelque 15 millions de personnes d'avoir accès à l'électricité, favoriser la création de près

de 20 000 emplois et faciliter l'octroi de 1,9 milliard de dollars de prêts, notamment au profit de petites et moyennes entreprises et d'activités en lien avec le climat. Depuis le lancement de son Programme de riposte à la COVID-19 en avril 2020, l'Agence a également émis 7,64 milliards de dollars de garanties dans le cadre de ce dispositif, ce qui témoigne du rôle qu'elle peut jouer dans la mobilisation des investissements privés face à la pandémie.

La MIGA, qui fait partie du Groupe de la Banque mondiale, est résolue à maximiser son impact sur le développement et s'attache à promouvoir des projets viables sur le plan économique, environnemental et social. Elle aide les investisseurs à atténuer les risques que présentent les restrictions à la convertibilité et aux transferts monétaires, les ruptures de contrat par les États, l'expropriation de même que la guerre et les troubles civils ; elle propose aussi l'amélioration des termes des crédits sur les obligations souveraines.



# Engagements mondiaux du Groupe de la Banque mondiale

Durant l'exercice 22, le Groupe de la Banque mondiale a fourni des niveaux de financement inédits à un rythme sans précédent ; a réalisé des études et des recherches approfondies ; et a travaillé aux côtés des pouvoirs publics, du secteur privé et d'autres institutions pour aider les pays en développement à faire face aux répercussions très diverses de la pandémie de COVID-19 et à s'engager vers une reprise verte, résiliente et inclusive.



## 38,5 milliards de dollars

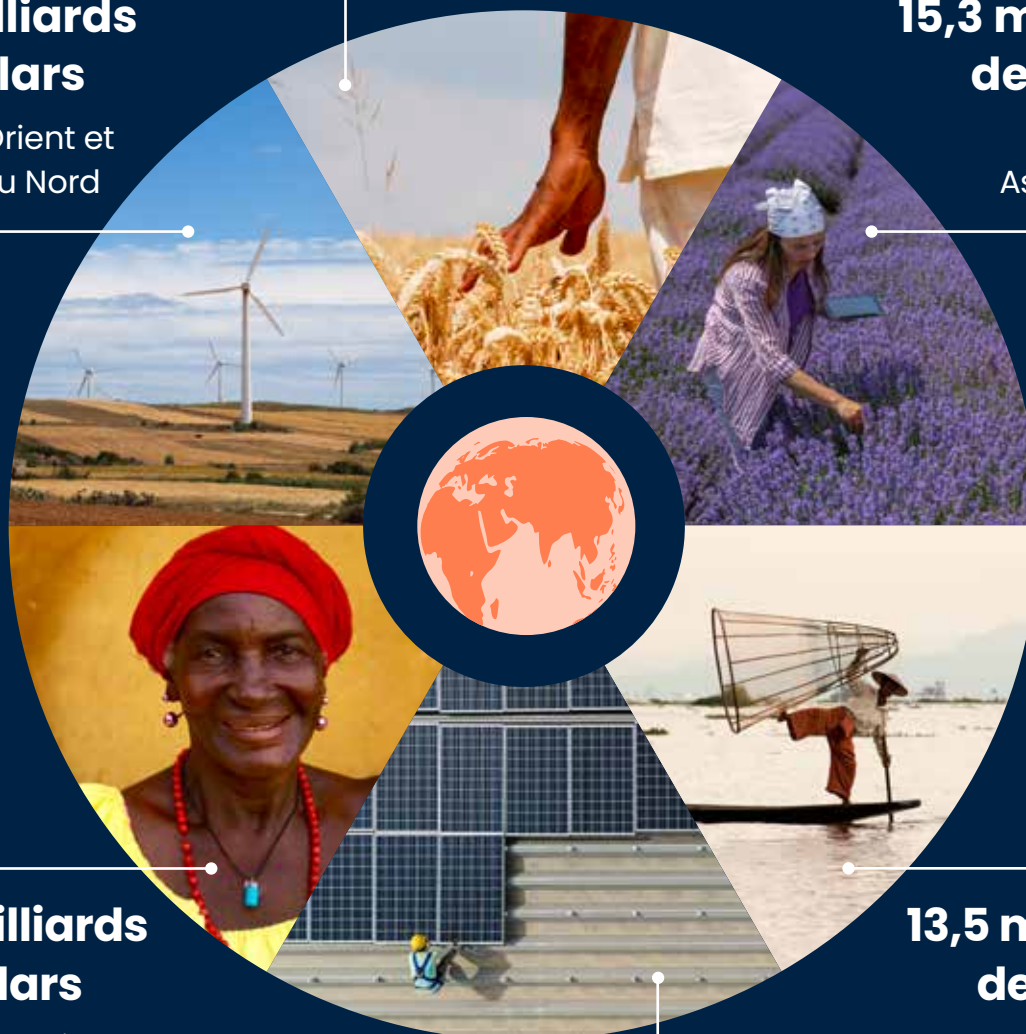
**6,7 milliards de dollars**

Moyen-Orient et  
Afrique du Nord

Afrique subsaharienne

**15,3 milliards de dollars**

Europe et  
Asie centrale



**17,4 milliards de dollars**

Amérique latine  
et Caraïbes

**13,5 milliards de dollars**

Asie du Sud

**12,7 milliards de dollars**

Asie de l'Est et Pacifique

## 104,4 milliards de dollars au total

sous forme de prêts, de dons, de prises de participation  
et de garanties en faveur de pays partenaires et  
d'entreprises privées\*

\* Le montant total englobe les opérations multirégionales et mondiales. Durant l'exercice 22, la Société financière internationale (IFI) a modifié sa cartographie par pays pour passer à une cartographie par région. Les totaux régionaux prennent en compte les engagements d'IFI, qui ont été recalculés de manière à ce qu'ils cadrent avec la classification régionale de la Banque mondiale en additionnant les engagements par pays au sein de chacune des régions de la Banque mondiale.

# Message du Président



L'humanité fait face à des crises graves qui frappent les pays en développement, les pauvres et les personnes vulnérables, et qui aggravent les inégalités dans le monde.

La forte inflation, la guerre en Ukraine, les grands déséquilibres macroéconomiques et les pénuries d'énergie, d'engrais et de denrées alimentaires ont provoqué le plus grand ralentissement économique mondial depuis 80 ans, venant s'ajouter aux nombreux décès, aux arrêts de l'activité économique et aux fermetures d'écoles dus à la pandémie de COVID-19. Les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire sont aujourd'hui confrontés à la flambée des prix du gaz naturel et des engrais et à la pire crise alimentaire depuis dix ans, alors qu'ils s'efforcent de répondre aux besoins de développement à long terme, notamment l'accès à une eau propre et à l'électricité, les compétences en lecture, les infrastructures de qualité et les investissements liés au climat.

Dans la lutte mondiale contre la pauvreté et pour l'amélioration des niveaux de vie, 2022 sera probablement l'une des pires années depuis des décennies. Le revenu médian réel a encore diminué dans de nombreux pays, et la perte tragique des acquis du développement observée pendant la pandémie s'est aggravée. L'édition de juin de nos Perspectives économiques mondiales a mis en évidence le risque de stagflation et le grave préjudice subi particulièrement par les pauvres. Les inégalités sont un facteur de déséquilibre majeur, le capital et les revenus mondiaux étant principalement alloués aux pays à revenu élevé à la faveur de leurs choix de politiques budgétaires, monétaires et réglementaires. Les inégalités devraient se creuser davantage dans les années à venir, mettant les objectifs de développement hors de portée pour beaucoup de pays.

Le Groupe de la Banque mondiale s'applique à relever ces défis avec rapidité, clarté, ampleur et impact. Nous avons engagé deux financements d'appoint consécutifs, des travaux analytiques, des activités de plaidoyer et services de conseil sur les politiques à mener par les pouvoirs publics afin de soutenir les populations, de préserver les emplois et de rétablir la croissance — d'abord, 150 milliards de dollars en riposte à la pandémie de COVID-19, et aujourd'hui une enveloppe de 170 milliards de dollars sur 15 mois en réponse à la crise alimentaire, ainsi qu'à la guerre en Ukraine et à ses retombées. Depuis le début de la pandémie jusqu'à l'exercice 22, le Groupe de la Banque mondiale a fourni plus de 14 milliards de dollars pour aider plus de 100 pays à faire face aux conséquences sanitaires de la COVID-19 et à vacciner leur population.

Au cours de l'exercice 22, la BIRD a engagé 33,1 milliards de dollars incluant un soutien à plus de 45 pays à revenu intermédiaire. Ce montant comprend 300 millions de dollars destinés à permettre à la Türkiye d'accroître les investissements du secteur privé dans l'énergie géothermique. L'IDA a engagé 37,7 milliards de dollars de dons et de prêts hautement concessionnels dans plus de 70 pays, dont 645 millions de dollars pour soutenir la résilience des systèmes alimentaires et des interventions d'urgence au Burkina Faso, au Cameroun, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Togo. Je me félicite de l'accord conclu par les partenaires de l'IDA en décembre 2021 pour avancer d'un an la reconstitution des ressources d'IDA-20. Leurs contributions triennales record de 23,5 milliards de dollars permettront de garantir le financement de l'IDA à hauteur de 93 milliards de dollars pour les exercices 23 à 25 et d'aider les pays les plus pauvres à répondre à leurs priorités absolues — notamment l'emploi et la transformation économique, le capital humain, le recul de l'apprentissage et de l'alphabétisation, le genre, le changement climatique et les situations de fragilité, de conflits et de violence — et à progresser vers le rétablissement de la croissance.

En dépit des turbulences économiques, IFC a apporté un soutien solide au secteur privé avec des volumes d'engagements s'élevant à 32,8 milliards de dollars (y compris les ressources mobilisées auprès de partenaires) au cours de l'exercice 22,

en s'appuyant sur 31,5 milliards de dollars d'investissements au cours de l'exercice 21 et en s'employant à obtenir un impact maximal. Alors que les banques réduisent le financement du commerce, IFC intervient pour maintenir les entreprises d'import-export en activité malgré les contraintes auxquelles elles sont confrontées. Au cours de l'exercice 22, les engagements d'IFC ont atteint 9,7 milliards de dollars au titre du financement du commerce, soit le niveau le plus élevé jamais atteint ; près de 75 % de ce montant a été investi dans les pays IDA et les pays en situation de fragilité, de conflit et de violence. Par exemple, *Coris Bank* au Burkina Faso a reçu un financement commercial d'IFC pour importer du riz de différents pays.

La MIGA a émis 4,9 milliards de dollars de garanties pour aider les pays à atteindre leurs objectifs de développement. Ces efforts permettront à quelque 15 millions de personnes de bénéficier d'un service d'électricité nouveau ou amélioré et permettront d'accorder 1,9 milliard de dollars de prêts, notamment à des entreprises locales. La MIGA est restée concentrée sur ses

priorités stratégiques, 85 % de ses projets au cours de l'exercice 22 étant consacrés aux pays en situation de fragilité, de conflit et de violence, aux pays IDA, ainsi qu'à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets.

Les situations de fragilité, de conflit et de violence augmentent dans une grande partie du monde, notamment en Afghanistan, en Éthiopie, au Sahel et au Yémen. En Ukraine, la guerre a entraîné la perte de vies humaines, d'habitations et de moyens de subsistance, des millions de réfugiés et la destruction d'infrastructures. Les coûts de la reconstruction se chiffrent déjà en centaines de milliards. En fin août 2022, nous avons mobilisé et facilité le transfert de 13 milliards de dollars de financement d'urgence, dont plus de 9 milliards ont déjà été décaissés en vue d'aider l'Ukraine à financer les services publics essentiels et à atténuer les conséquences

humaines et économiques de la guerre. Ce montant comprend une enveloppe de 1,5 milliard de dollars de la Banque mondiale, dont 1 milliard de dollars d'aide exceptionnelle de l'IDA pour aider à payer les salaires des fonctionnaires et des employés de l'enseignement. Le soutien du Groupe de la Banque mondiale s'étend également aux pays qui accueillent des réfugiés ukrainiens.

Avec l'augmentation des coûts de l'énergie et des denrées alimentaires et l'énorme demande non satisfaite de gaz naturel en Europe, les populations et les économies des pays en développement subissent de nouvelles pressions. La flambée soudaine des prix des denrées alimentaires menace d'aggraver les tensions politiques et sociales dans de nombreux pays en développement, avec des effets dévastateurs sur les plus pauvres et les plus vulnérables. Dans certaines parties de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, par exemple, environ 66 millions de personnes sont

exposées à un risque d'urgence alimentaire ou de famine. En mai 2022, nous avons annoncé notre soutien à une solution mondiale à la crise de la sécurité alimentaire, avec un financement allant jusqu'à 30 milliards de dollars jusqu'en août 2023, dont 12 milliards de dollars pour de nouveaux projets, afin d'amortir l'effet de la hausse des prix et de stimuler la production et l'offre agricoles. Cette solution s'appuie sur l'expérience acquise lors de la dernière crise des prix des denrées alimentaires et intègre nos données et nos analyses, notamment nos perspectives des marchés des produits de base contenues dans le rapport *Commodity Markets Outlook*. Et, en juillet 2022, je me suis joint aux dirigeants du FMI et des institutions des Nations Unies pour appeler à une action urgente afin d'améliorer la sécurité alimentaire mondiale en apportant un soutien rapide aux personnes vulnérables, en facilitant le commerce et les approvisionnements alimentaires internationaux, en stimulant la production et en investissant dans une agriculture résiliente face au changement climatique.

La perturbation des approvisionnements en énergie fait baisser la croissance, en particulier pour les économies tributaires des importations de carburant. La hausse des prix du gaz naturel et les pénuries mettent en péril l'approvisionnement en engrais et le rendement des cultures, déstabilisent les réseaux électriques et augmentent l'utilisation de carburants très polluants. Le monde a besoin de toute urgence d'augmenter l'offre d'énergie et d'étendre massivement l'accès à une électricité fiable dans les pays les plus pauvres. Cela nécessitera de nouveaux investissements importants dans des énergies plus propres, l'efficacité énergétique, les réseaux et le transport d'électricité. Le réalignement fondamental des sources d'énergie de l'Europe, afin de ne plus dépendre de la Russie, nécessite une augmentation importante de la production d'électricité à partir du gaz naturel et de l'énergie hydraulique, géothermique et nucléaire, afin de fournir une charge de base à moindre intensité de carbone permettant de préserver et de développer les réseaux électriques.

Le changement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes ne cessent d'accroître la pression sur les économies et les sociétés, en particulier dans les milieux fragiles. Le Plan d'action sur le changement climatique 2021-2025 du Groupe de la Banque mondiale vise à intégrer le climat et le développement, à déterminer et élaborer les projets à plus fort impact pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique, à augmenter les financements directs dans l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale. Il permettra à la communauté internationale de fournir l'énorme flux de nouveaux financements à titre gracieux nécessaires aux biens publics mondiaux dans les pays les plus pauvres. Les outils financiers innovants tels que les obligations vertes et l'obligation pour la protection de la faune que nous avons lancée en mars 2022 — la première du genre — devront être renforcés. Le Plan d'action sur le changement climatique a également instauré un nouveau diagnostic essentiel : les rapports nationaux sur le climat et le développement. À la fin du mois de juillet 2022, nous avons publié les premiers de ces rapports pour la Turquie, le Viet Nam et la région du G5 Sahel. Je suis également heureux qu'avec ce rapport annuel, nous introduisons une plus grande transparence dans la publication des informations financières de la Banque sur le climat.

L'une des principales conséquences des crises actuelles est l'énorme augmentation de la dette publique. Pour de nombreux pays parmi les plus pauvres, le fardeau de la dette est insoutenable ou à haut risque de l'être. Une profonde réduction de la dette sera

nécessaire pour permettre de nouveaux investissements et le retour de la croissance. Nous travaillons en étroite collaboration avec le FMI et d'autres partenaires pour aider les pays à renforcer leur transparence, leur gouvernance et leur responsabilité financière, autant d'étapes essentielles à la viabilité de la dette. Nous continuons également à appeler les créanciers publics et privés à participer rapidement et pleinement aux efforts de réduction des encours de la dette. Dans le cadre des politiques actuelles des pays créanciers, les paiements de la dette prévus par les pays les plus pauvres à leurs créanciers en 2022 et 2023 dépasseront largement toute l'aide au développement disponible pour ces pays. Notre *Rapport sur le développement dans le monde 2022* examine les politiques visant à atténuer les risques financiers interconnectés et à orienter le monde vers une reprise durable et équitable.

J'ai été heureux que nombre de nos collègues reprennent le travail dans nos bureaux cette année. Nous continuons à adapter notre modèle de travail afin de protéger la santé et le bien-être du personnel, tout en reconnaissant la valeur de l'interaction physique dans la production de résultats de grande qualité pour les clients et les plans de carrière. Le Groupe de travail de la Banque mondiale sur la lutte contre le racisme poursuit notre travail important consistant à combattre le racisme et la discrimination raciale au sein de notre organisation et dans les pays où nous sommes présents. Je reste déterminé à promouvoir une culture d'ouverture et de confiance et à améliorer la diversité et l'inclusion dans l'ensemble de l'organisation, notamment par le biais de notre groupe de travail sur la culture au lieu du travail.

Les crises qui touchent nos pays bénéficiaires sont profondes, mais je suis convaincu que nous pouvons faire la différence. Pour relever ces défis, nous devons nous appuyer sur l'innovation et le dévouement de notre personnel, sur la force de nos partenariats et sur l'engagement de la communauté mondiale. Le Groupe de la Banque mondiale reste déterminé à aider les pays à surmonter ces difficultés et à œuvrer pour un avenir plus résilient et durable.



**David Malpass**  
**Président du Groupe de la Banque mondiale**  
**et Président du Conseil des Administrateurs**







# Message des Administrateurs

Assis (de gauche à droite) :

Katharine Rechico, *Canada* ; Koen Davidse, *pays-Bas – codoyen* ; Monica E. Medina, *Pérou* ; Abdulmuhsen Saad Alkhalaf, *Arabie saoudite* ; Merza Hussain Hasan, *Koweït – doyen* ; Matteo Bugamelli, *Italie* ; Nigel Ray, *Australie* ; Lene Lind, *Norvège* ; Richard Hugh Montgomery, *Royaume-Uni* ; Rajesh Khullar, *Inde*.

Debout (de gauche à droite) :

Alphonse Ibi Kouagou, *Bénin* ; Katarzyna Zajdel-Kurowska, *Pologne* ; Roman Marshavin, *Fédération de Russie* ; Mohd Hassan Ahmad, *Malaisie* ; Abdelhak Bedjaoui, *Algérie* ; Takashi Miyahara, *Japon* ; Adriana Kugler, *États-Unis* ; Arnaud Buissé, *France* ; Eva Valle Maestro, *Espagne* ; Hayrettin Demircan, *Turquie* (Administrateur de la Banque et d'IFC et Administrateur suppléant de la MIGA) ; Michael Krake, *Allemagne* ; Taufila Nyamazabo, *Botswana* ; Erivaldo Gomes, *Brésil* ; Armando Manuel, *Angola* ; Junhong Chang, *Chine*.

Au cours de l'exercice écoulé, nos actionnaires ont demandé au Groupe de la Banque mondiale de fournir un appui exceptionnel en riposte aux crises concomitantes de la pandémie de COVID-19 et de la guerre en Ukraine, en plus de son vaste portefeuille d'activités en cours. Cette demande a entraîné des niveaux de financement sans précédent de la part du Groupe de la Banque mondiale au cours de l'exercice 22, dont 70,8 milliards de dollars fournis par la BIRD et l'IDA, 32,8 milliards de dollars par IFC (y compris les ressources mobilisées auprès de partenaires) et 4,9 milliards de dollars de garanties par la MIGA.

En finançant des opérations relatives à la santé, l'achat de vaccins et d'autres initiatives, le Groupe de la Banque mondiale a aidé les pays en développement, leurs populations et leurs entreprises à continuer à faire face aux conséquences de la pandémie sur la pauvreté, les soins de santé, le développement humain et économique et le bien-être. Le Groupe de la Banque mondiale s'est aussi rapidement attaqué aux conséquences profondes d'une nouvelle crise, à savoir la guerre en Ukraine. Ses retombées sont nombreuses : au-delà des effets liés aux réfugiés, à la sécurité alimentaire et à l'énergie, le conflit a des conséquences incertaines et potentiellement durables sur les circuits commerciaux, les investissements étrangers, la confiance mondiale et les tensions financières. Ayant à l'esprit le double objectif du Groupe de la Banque mondiale consistant à réduire la pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée, en mettant un accent particulier sur la promotion d'un développement vert, résilient et inclusif, le Conseil a examiné et approuvé plusieurs initiatives et programmes importants pour faire face à ces crises.

Mais les besoins sont nombreux et il est possible de faire davantage. Le Groupe de la Banque mondiale travaille avec les pays donateurs pour mobiliser un appui financier par le biais de divers canaux, notamment le Fonds pour la prévention, la préparation et la riposte aux pandémies, ainsi que des garanties

spéciales et des financements sous forme de dons en faveur de l'Ukraine. Le Groupe de la Banque mondiale collabore également avec les parties prenantes sur le terrain pour mettre en œuvre des programmes majeurs, tels que le Plan d'action sur le changement climatique (CCAP) du Groupe de la Banque mondiale, la Plateforme mondiale pour la santé d'IFC, le Programme de riposte rapide à la COVID-19 de la MIGA et le Programme stratégique de préparation et de riposte à la COVID-19 de la Banque mondiale, ainsi que des efforts visant à remédier aux vulnérabilités liées à la dette, à renforcer la résilience des systèmes alimentaires et à soutenir l'accès à l'énergie et à la transition énergétique. Nous continuons à insister sur la nécessité de s'attaquer aux principaux facteurs de fragilité et de pauvreté en Afghanistan, en Haïti, au Soudan, au Yémen et ailleurs, afin de développer le capital humain, de réduire les inégalités, de promouvoir l'emploi et de favoriser la reprise économique.

Compte tenu de l'immense besoin de financement, le processus de reconstitution des ressources d'IDA-20 a été avancé d'un an, et une enveloppe de refinancement de 93 milliards de dollars a été approuvée en décembre 2021. Ce financement, qui est le plus important jamais mobilisé en 61 ans d'existence de l'IDA, aidera les pays à faible revenu à faire face aux multiples crises actuelles et à construire un avenir plus vert, plus résilient et plus inclusif. Les pays donateurs ont également convenu d'un examen des droits de vote de l'IDA, qui a entraîné un ajustement important du cadre des droits de vote de cette institution. Cet ajustement permettra de garantir l'équité entre tous les bailleurs de fonds, tout en protégeant et en renforçant le pouvoir de vote des pays bénéficiaires.

Lors des Assemblées annuelles 2021 et des Réunions de printemps 2022, le Comité du développement a invité la Banque mondiale à aider les pays à répondre à leurs besoins immédiats en matière de sécurité alimentaire et de protection sociale ; à contribuer à la fabrication et au déploiement de vaccins, à investir dans les diagnostics et les traitements et à renforcer les systèmes de santé ; à continuer de soutenir la viabilité et la transparence de la dette ; à s'appuyer sur le Plan d'action sur le changement climatique pour protéger le capital naturel et la biodiversité ; à promouvoir la transition numérique ; à accroître la mobilisation des financements du secteur privé ; et, avec le FMI, à coordonner les actions et à orienter la mobilisation des pays vers une reprise économique verte, résiliente et inclusive. Il a exhorté la Banque à œuvrer à la réalisation de ces objectifs, tout en restant focalisée sur la double ambition de mettre fin à l'extrême pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée, tout en aidant les pays à réaliser les objectifs de développement durable.

Nous soutenons fermement les efforts notables déployés cette année par la haute direction et le personnel du Groupe de la Banque mondiale pour s'attaquer à l'injustice raciale et promouvoir une culture saine du lieu de travail, par le biais de recommandations formulées par les groupes de travail constitués de membres du personnel. Nous nous réjouissons de ces améliorations au moment où nous opérons une transition vers un modèle de travail hybride. Nous avons également eu le plaisir de nous rendre ensemble dans des pays bénéficiaires au cours de l'exercice 22 — pour la première fois depuis le début de la pandémie — et d'observer sur place l'impact de l'action du Groupe de la Banque mondiale.

Nous sommes sincèrement reconnaissants de l'engagement soutenu du personnel de toutes les institutions, y compris de nos propres équipes, envers la mission du Groupe de la Banque mondiale, ainsi que son travail acharné en ces temps exceptionnels et difficiles. Nous adressons également des remerciements particuliers à l'Équipe de gestion des situations d'urgence, qui a travaillé sans relâche pour nous permettre de reprendre le travail dans nos bureaux en toute sécurité après une période prolongée de travail à domicile.

Face aux nombreuses crises actuelles, le Groupe de la Banque mondiale est prêt à aider les pays et les populations du monde entier à relever leurs défis humains et économiques et à progresser sur la voie du développement.

**Face aux nombreuses crises actuelles, le Groupe de la Banque mondiale est prêt à aider les pays et les populations du monde entier à relever leurs défis humains et économiques et à progresser sur la voie du développement.**

# Message de Hiroshi Matano

Vice-président exécutif



En période de crise comme ce fut le cas cette année, la mission de la MIGA devient encore plus importante et pertinente : promouvoir les investissements directs étrangers (IDE) dans les pays en développement en fournissant des assurances contre les risques politiques et non commerciaux.

Au milieu de l'incertitude et des troubles causés par les effets persistants de la pandémie de COVID-19 et par la guerre en Ukraine, la MIGA a fourni une solide enveloppe de près de 5 milliards de dollars de nouvelles garanties. En collaborant avec ses clients et ses partenaires, l'Agence a mobilisé au total 6,5 milliards de dollars de financements (auprès de sources privées et publiques) par le biais de garanties au profit d'investisseurs privés transnationaux dans les pays en développement. Sur l'ensemble des émissions brutes de la MIGA, 33 % ont financé des projets dans des pays admis à bénéficier des concours de l'Association internationale de développement (IDA) (c'est-à-dire des pays à faible revenu), contre 25 % au cours de l'exercice 21 ; 12 % ont été affectées à des États en situation de fragilité et de conflit (FCS), soit trois fois plus durant l'exercice 21 (4 %) ; et 28 % des investissements garantis ont contribué à l'adaptation au changement climatique ou à l'atténuation de ses effets, contre 26 % durant l'exercice 21. Dans chacun de ces domaines prioritaires, la MIGA n'a pas manqué d'accompagner les investissements et les prêts destinés aux pays qui en ont le plus besoin.

Ainsi, les garanties qu'elle a émises durant l'exercice 22 devraient permettre à quelque 15 millions de personnes d'être raccordées à l'électricité ou d'y avoir un meilleur accès, favoriser la création de près de 20 000 emplois et faciliter l'octroi de 1,9 milliard de dollars de prêts, notamment au profit de petites et moyennes entreprises (PME) et d'activités en lien avec le climat.

Bien que les IDE et la demande des produits d'assurance de la MIGA contre les risques politiques aient diminué en raison de la crise de la COVID-19 et de la guerre en Ukraine, la demande de ses produits destinés au secteur financier a, elle, augmenté, montrant ainsi toute l'importance de l'Agence dans les moments de crise. À travers les projets qu'elle a soutenus, elle s'est employée essentiellement à encourager les investisseurs privés à collaborer avec les pays hôtes en aidant à gérer et atténuer les risques politiques.

En outre, la MIGA a utilisé son pouvoir de mobilisation pour organiser plusieurs événements visant à encourager les IDE. L'évènement public organisé en décembre 2021 sous le thème « *Driving Foreign Direct Investment to Africa* » (orienter l'investissement direct étranger vers l'Afrique) et le dialogue de haut niveau tenu en mars 2022, en collaboration avec l'État togolais ont permis de promouvoir les IDE en direction de l'Afrique de l'Ouest. Cette table ronde a été l'occasion de réunir des investisseurs étrangers aux côtés des représentants du Togo, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, entre autres.

En ce qui concerne le climat, les émissions mondiales de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) se poursuivent sans relâche, tandis que les infrastructures des pays en développement sont particulièrement vulnérables aux phénomènes météorologiques extrêmes. Selon certaines estimations, la capacité de production des énergies solaire et éolienne devrait passer de 1 400 gigawatts (GW) aujourd'hui à 17 000 GW d'ici 2040, les deux tiers de cet accroissement intervenant dans les pays en développement. Dans le même temps, l'investissement dans la résilience climatique représente une opportunité économique extraordinaire : en moyenne, chaque dollar investi dans une infrastructure résiliente en rapporte quatre. Sur la durée d'une vie, cela se traduit par des actifs sous forme de nouvelles infrastructures d'une valeur totale nette de 4 200 milliards de dollars dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.

Bien que les défis soient réels, les opportunités le sont aussi, et la MIGA a fait de son mieux pour en tirer parti :

- *Pour soutenir l'adaptation au changement climatique*, l'Agence a garanti le renforcement de la résilience des routes en Serbie et au Kenya face aux inondations causées par la modification du climat. Elle a également accompagné des projets de production d'électricité au Bangladesh et

au Gabon, ainsi que la construction d'un port en Colombie pour s'assurer qu'ils résisteront aux effets des phénomènes météorologiques extrêmes.

- *Pour veiller à l'alignement sur l'Accord de Paris*, la MIGA a commencé à examiner ses projets du secteur réel afin de les harmoniser avec les objectifs de réduction des émissions de carbone et de résilience climatique de l'Accord. Elle commence également à intégrer les exigences d'alignement sur l'Accord de Paris à l'échelle de l'ensemble de l'Agence pour s'assurer que le climat est pris en compte à toutes les étapes du cycle des projets.
- *Pour accroître l'investissement privé*, elle a aussi procédé cette année au lancement de deux fonds fiduciaires liés au climat. Le Fonds pour la promotion du développement durable soutient les efforts des investisseurs visant à accroître l'impact dans des domaines prioritaires, tels que le climat et le genre, et à améliorer les normes environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) ; la gouvernance d'entreprise ; et l'intégrité. Le Fonds fiduciaire multidonateurs catalyseur des énergies renouvelables vise à stimuler des investissements privés supplémentaires dans ce domaine crucial et à aider les pays en développement à accélérer leur transition vers des énergies vertes et respectueuses du climat. Ces deux fonds fiduciaires, ainsi que deux autres fonds existant déjà, font désormais partie du Mécanisme de financement des priorités stratégiques de la MIGA, qui vise à accroître sensiblement la part des projets ciblant les pays à faible revenu et les économies fragiles, ainsi que les garanties émises à l'appui de projets liés au changement climatique.

Le Programme de riposte à la COVID-19, que la MIGA a lancé en avril 2020, a fourni quelque 7,6 milliards de dollars de garanties émises dans le cadre de 47 projets depuis sa création, dont 2,1 milliards de dollars durant cet exercice. Le Programme illustre de façon magistrale la mesure dans laquelle la MIGA peut contribuer à mobiliser des investissements privés, face à des crises d'envergure mondiale.

L'année dernière, l'Agence a lancé le premier plan de mise en œuvre de sa stratégie de promotion de l'égalité des sexes, consolidant ainsi son engagement à intégrer la notion de genre dans tous les aspects de ses activités. Au niveau institutionnel, la MIGA a décerné son septième prix annuel *Gender Leadership Award* à Lucy Heintz, associée et responsable de l'infrastructure énergétique chez Actis, pour son action en faveur de la parité hommes-femmes dans le secteur de l'énergie. Au niveau des projets, la MIGA a travaillé avec ses clients à l'intégration de mesures visant à réduire les écarts entre les hommes et les femmes. Par exemple, la MIGA a accepté de fournir une garantie à la Banque Nationale du Canada, en appui à sa filiale cambodgienne ABA, afin de permettre à cette dernière d'octroyer des prêts à des PME appartenant à des femmes. Ce projet a été le premier comportant des engagements en matière de genre auquel la MIGA participe dans un pays IDA.

La MIGA a également continué d'innover. En Colombie, elle a émis sa première garantie au titre d'un prêt en monnaie nationale offert à un organisme public infranational, le district de Bogota. Le soutien de l'Agence a grandement facilité la riposte du district à la COVID-19 et permettra de renforcer les capacités d'intervention d'urgence en matière de soins de santé. En République arabe d'Égypte, elle a travaillé avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) à l'amélioration des termes de la première obligation indexée sur un projet certifié

climatique dans le pays. L'obligation a été émise pour refinancer six centrales solaires opérationnelles et, grâce à l'appui de la MIGA, elle a obtenu une cote de crédit de six crans au-dessus de la note souveraine, encourageant ainsi les investisseurs institutionnels à soutenir des projets climatiques dans les pays en développement.

En dépit des moments éprouvants que nous traversons, je me félicite de ce que, en collaborant avec ses clients, la MIGA aide à obtenir des résultats concrets sur le terrain.

Je suis tout particulièrement fier de notre personnel qui s'est mobilisé malgré le contexte difficile pour répondre à l'enjeu. Je me réjouis que Junaid Ahmad ait rejoint la MIGA cette année en tant que vice-président chargé des opérations. Fort d'une solide expérience dans le domaine du développement international et d'un parcours exemplaire au sein du Groupe de la Banque mondiale (où récemment encore il occupait le poste de directeur des opérations de la Banque mondiale pour l'Inde), Junaid dirigera les efforts visant à mener des projets efficaces axés sur l'impact et à assurer la mobilisation de financements privés à l'appui de projets de développement.

Ethiopia Tafara, vice-président et responsable principal du risque ainsi que des questions juridiques et administratives à la MIGA, assume désormais la fonction importante de président du Groupe de travail du Groupe de la Banque mondiale sur la lutte contre le racisme, preuve de son grand attachement à une plus grande égalité. Et face à l'amenuisement persistant des IDE, Ethiopia a pris conscience qu'il était nécessaire de faciliter le dialogue entre les États et les investisseurs afin qu'ils puissent apprendre les uns des autres. Sous sa direction, la MIGA et le Gouvernement togolais ont organisé la première table ronde de la MIGA sur les IDE, qui visait à encourager les investisseurs à entreprendre des projets qui servent l'intérêt public et bénéficient du soutien du secteur privé. Grâce à cet effort continu, je suis convaincu que les gouvernements et les investisseurs trouveront des moyens efficaces d'attirer des investissements dans les pays les plus touchés par le ralentissement de l'activité économique.

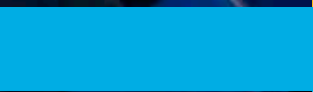
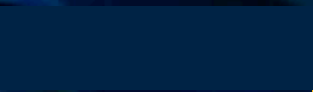
Je tiens à exprimer ma gratitude à nos clients et au Conseil d'administration, partenaires indéfectibles qui nous ont aidés à obtenir des résultats malgré la pandémie.

Certes, de nombreux défis nous attendent, mais nous avons les moyens nécessaires pour les affronter. J'ai bon espoir que le travail que nous faisons jour après jour nous aidera non seulement à relever les défis de notre époque, mais aussi à produire des résultats aux effets durables.



**Hiroshi Matano**  
**Vice-président exécutif**  
**Agence multilatérale de garantie des investissements**

# Rapport annuel 2022



# Les institutions du Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale est l'une des principales sources de financements et de savoirs pour les pays en développement. Il est composé de cinq institutions mues par la même détermination à lutter contre la pauvreté, accroître la prospérité partagée et promouvoir un développement durable.

## 1. MIGA

**L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA)** fournit des assurances contre les risques politiques et des services d'amélioration des termes du crédit aux investisseurs et aux prêteurs, afin de favoriser les investissements directs étrangers dans les économies émergentes.



## 2. IFC

**La Société financière internationale (IFC)** fournit des prêts, des garanties, des services-conseil et des services d'élaboration de projets, et mobilise des capitaux additionnels auprès d'autres sources, afin de stimuler les investissements du secteur privé dans les pays en développement.

## 3. CIRDI

**Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)** fournit des facilités internationales pour l'arbitrage et le règlement des différends liés aux investissements.

## 4. BIRD

**La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)** prête aux gouvernements des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu solvables.

## 5. IDA

**L'Association internationale de développement (IDA)** accorde des financements à des conditions extrêmement favorables aux gouvernements des pays les plus pauvres.

# Financements accordés par le Groupe de la Banque mondiale à ses pays partenaires

Engagements, décaissements et émissions brutes de garanties du Groupe de la Banque mondiale

Par exercice, en millions de dollars	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Groupe de la Banque mondiale</b>					
Engagements <sup>a</sup>	74 265	68 105	83 574	98 830	<b>104 370</b>
Décaissements <sup>b</sup>	45 724	49 395	54 367	60 596	<b>67 041</b>
<b>BIRD</b>					
Engagements <sup>c</sup>	23 002	23 191	27 976	30 523	<b>33 072</b>
Décaissements	17 389	20 182	20 238	23 691	<b>28 168</b>
<b>IDA</b>					
Engagements <sup>c</sup>	24 010 <sup>d</sup>	21 932 <sup>d</sup>	30 365 <sup>d</sup>	36 028 <sup>d</sup>	<b>37 727<sup>d</sup></b>
Décaissements	14 383	17 549	21 179 <sup>d</sup>	22 921 <sup>d</sup>	<b>21 214<sup>d</sup></b>
<b>IFC</b>					
Engagements <sup>e</sup>	19 027	14 684	17 604	20 669	<b>22 229</b>
Décaissements	11 149	9 074	10 518	11 438	<b>13 198</b>
<b>MIGA</b>					
Émission brute	5 251	5 548	3 961	5 199	<b>4 935</b>
<b>Fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires</b>					
Engagements	2 976	2 749	3 641	6 411	<b>6 407</b>
Décaissements	2 803	2 590	2 433	2 546	<b>4 461</b>

a. Inclut les engagements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC et les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires, ainsi que les émissions brutes de garanties de la MIGA. Étant donné que les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires englobent tous les dons exécutés par les bénéficiaires, le montant total des engagements du Groupe de la Banque mondiale est différent du montant présenté dans la Fiche de performance institutionnelle, lequel ne se rapporte qu'à un sous-ensemble d'activités exécutées au moyen de fonds fiduciaires.

b. Inclut les décaissements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, ainsi que les décaissements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires.

c. Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice.

d. Les engagements et décaissements n'incluent pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA.

e. Inclut les engagements à long terme au titre du compte propre d'IFC et les engagements de financement à court terme. N'inclut pas les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs.



# MIGA

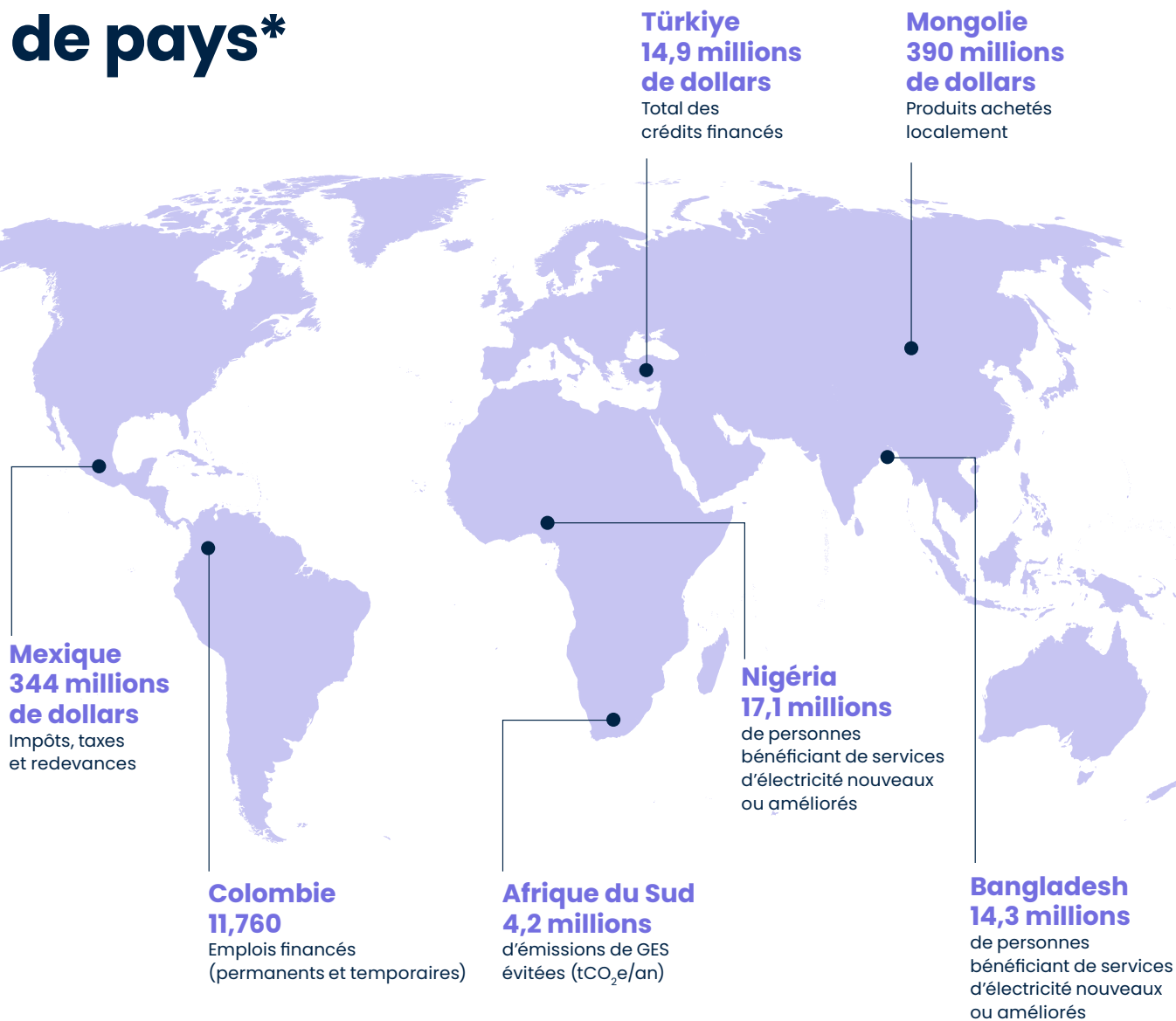




# Action de la MIGA dans le monde et résultats des pays



# Résultats d'un échantillon de pays\*



## Émissions brutes pour l'exercice 22 : 4,9 milliards de dollars

**11 milliards de dollars**

Amérique latine et Caraïbes

**10 milliards de dollars**

Europe et Asie centrale

**3 milliards de dollars**

Asie de l'Est et Pacifique

**7 milliards de dollars**

Afrique subsaharienne

\*Les chiffres renvoient à des projets signés entre les exercices 15 à 22.



# Résultats attendus sur le plan du développement pour les projets approuvés au cours de l'exercice 22



**19,519**

Total des emplois financés  
(permanents et temporaires)



**15,7 millions  
de dollars**

Produits achetés  
localement par an



**679 millions  
de dollars**

Taxes, impôts et  
redevances versés  
par an aux pays hôtes



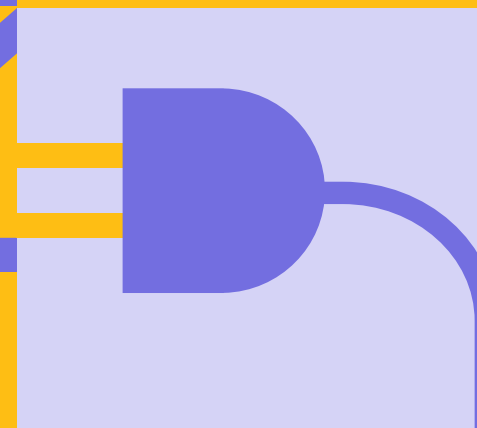
**5 721 gigawatts/heure**

Accroissement de la  
production d'électricité par an



**15 millions**

de personnes bénéficiant  
de services d'électricité  
nouveaux ou améliorés



**485 mégawatts**

Électricité-puissance  
installée



**1,6 million**

d'émissions de GES  
évitées (tCO<sub>2</sub>e/an)



**1,9 milliard  
de dollars**

Volume des  
prêts financés



**6,5 milliards  
de dollars**

Financement  
privé mobilisé



A close-up photograph of a person's hand holding a piece of white chalk, writing on a chalkboard. The hand is positioned on the left side of the frame, and the chalk is in contact with the board. The background is slightly blurred, showing a classroom setting with a chalkboard and some colorful objects. The overall tone is educational and professional.

# Riposte de la MIGA à la crise mondiale

Le net ralentissement de la croissance économique mondiale, l'inflation grandissante, l'aggravation de l'insécurité alimentaire, la guerre en cours et la fragilité ambiante, ainsi que les effets négatifs persistants de la pandémie de COVID-19 devraient tous toucher très durement les marchés émergents et les économies en développement. Selon les projections de la Banque mondiale, la croissance des économies émergentes et en développement ralentira, passant de 6,6 % en 2021 à 3,4 % en 2022. Selon les estimations des dernières *Perspectives économiques mondiales* publiées par la Banque mondiale, la croissance globale devrait reculer à 2,9 % en 2022 et à 3 % en 2023–2024 (contre 5,7 % en 2021) en raison des crises internationales concomitantes.



Face à ces défis mondiaux, la MIGA est prête à déployer et à affiner sa réponse aux multiples crises auxquelles sont confrontés les pays en développement. Alors que les effets conjugués de ces crises augmentent la fragilité et les risques politiques dans ces pays, la MIGA doit plus que jamais encourager et contribuer à faciliter l'investissement.

Plus particulièrement, la pandémie de COVID-19 a diminué davantage des investissements directs étrangers déjà moins nombreux en direction de tous les marchés émergents et économies en développement. La crise présente une source nouvelle et inédite de risques pour les investisseurs qui ébranle comme jamais la confiance des entreprises. Bien que les IDE mondiaux aient rebondi en 2021 à 1 580 milliards de dollars, les perspectives sont moroses, compte tenu des effets persistants de la COVID-19 et des répercussions des autres crises qui frappent les économies émergentes et en développement.

Lancé en avril 2020, le Programme de riposte de la MIGA à la COVID-19 comprend trois étapes : 1) la première riposte, censée

répondre aux besoins immédiats des secteurs public et financier ; 2) la phase de redressement, destinée à relancer l'activité économique dans les secteurs réels et les entreprises privées à court et moyen terme ; et 3) la résilience à long terme, pour soutenir les investissements dans les secteurs public et privé.

En juin 2022, le Programme avait fourni quelque 7,6 milliards de dollars de garanties au titre de 47 projets en Amérique latine et Caraïbes, en Afrique subsaharienne, en Asie de l'Est et Pacifique, et en Europe et Asie centrale, dont 2,1 milliards de dollars ont été émis durant cet exercice. Tous ces projets ont eu des effets hautement positifs, en aidant d'une part les pays hôtes à renforcer leur riposte sanitaire à la crise de COVID-19 et, d'autre part, les pouvoirs publics et les clients du secteur privé à atténuer les contrecoups économiques de la crise, en apportant un appui sous forme de capital de roulement aux micros, petites et moyennes entreprises, aux sociétés et aux particuliers. Le Programme de riposte à la COVID-19 court jusqu'en juin 2023, avec un montant indicatif approuvé de 10 à 12 milliards de dollars au total.



# Piliers du Programme de riposte de la MIGA à la COVID-19



## Pilier 1 :

### Acquérir d'urgence des fournitures médicales ou des services en lien avec la COVID-19

Aider les gouvernements hôtes à se procurer les produits et services médicaux dont ils ont besoin (par exemple, kits de test de la COVID-19, blouses d'hôpital, masques, respirateurs et médicaments).



## Pilier 2 :

### S'attaquer aux conséquences économiques négatives de la crise de COVID-19

2A. *Programme de rehaussement des termes des crédits* : aider les gouvernements admissibles au niveau national, infranational ou des entreprises publiques à fournir des financements à court terme et des fonds de roulement aux PME, aux sociétés et aux particuliers durant la crise.

2B. *Optimisation des capitaux* : aider les institutions financières dans les pays hôtes à accorder plus de prêts en libérant les actifs pondérés par les risques détenus par les banques centrales au titre de leurs réserves obligatoires.



## Pilier 3 :

### Compléter les financements d'IFC en faveur du commerce

Soutenir le financement du commerce pour accroître le flux des biens et services par le biais des chaînes d'approvisionnement mondiales, en ce qui concerne notamment les produits essentiels, en particulier dans les pays IDA et les FCS.

# Projets réalisés durant l'exercice 22 au titre du Programme de riposte de la MIGA à la COVID-19



## **Colombie** District de Bogota, la capitale

La MIGA a garanti un prêt non-actionnaire de *Banco Bilbao Vizcaya Argentaria S.A.* d'Espagne au district de Bogota, la capitale, pour couvrir le risque de non-respect d'une obligation financière souveraine (infranationale). La Colombie dispose d'un système de soins de santé fortement décentralisé et financé par l'État qui offre une assurance maladie complète à près de 98 % de la population. La pandémie de COVID-19 a mis à nu les vulnérabilités du système de santé, notamment la vétusté des infrastructures, le manque de lits dans les services des soins intensifs, et la pénurie de laboratoires et de réactifs pour effectuer les analyses des tests de dépistage de la COVID-19. L'appui de la MIGA permettra à la ville de Bogota de renforcer sa riposte pendant et après la pandémie qui vise à moderniser, équiper et agrandir ses établissements de santé.



## Pérou

### Fondo MiVivienda S.A.

La MIGA a émis une garantie au titre d'un prêt non-actionnaire de *J.P. Morgan Chase & Co.* (États-Unis) à *Fondo Mivivienda S.A.* (FMV), contre le risque de non-respect d'une obligation financière par une entreprise publique. L'appui de la MIGA à FMV favorisera et soutiendra une reprise économique verte après les effets négatifs de la crise de COVID-19 et permettra à FMV d'obtenir des financements à long terme à des prix compétitifs. FMV utilisera ces fonds pour promouvoir *My Green House*, un programme hypothécaire de son portefeuille qui offre des financements pour l'acquisition de logements verts certifiés durables par des ménages vulnérables à revenu intermédiaire.



## Colombie

### Financiera de Desarrollo Nacional

La MIGA a fourni une garantie contre le non-respect d'une obligation financière souveraine (infranationale) pour un prêt non-actionnaire de *J.P. Morgan Chase & Co.* des États-Unis à *Financiera de Desarrollo Nacional S.A.* (FDN), une banque de développement détenue en majorité par l'État colombien. Le prêt couvert par la MIGA servira à financer les opérations de crédit de FDN en Colombie, l'accent étant mis sur des projets climatiques et d'infrastructure routière, qui favoriseront et soutiendront la reprise économique après les conséquences néfastes de la crise de COVID-19. L'appui de la MIGA permettra également à FDN d'obtenir des financements à long terme en monnaie nationale à des prix compétitifs.



## Paraguay

### Agencia Financiera de Desarrollo

La MIGA a émis une garantie au titre d'un prêt non-actionnaire accordé par Citibank N.A. à l'*Agencia Financiera de Desarrollo*, une institution financière entièrement publique, contre le risque de non-respect d'une obligation financière par une entreprise publique. Le prêt appuiera les initiatives prises par les autorités paraguayennes dans le cadre de la riposte à la COVID-19 visant à offrir des financements aux MPME et au secteur du logement. Le projet comprendra également un plan d'action sur le genre qui posera les bases d'un accroissement des financements en faveur des MPME détenues par des femmes.



## Serbie

### NLB/Komercijalna Banka a.d. Beograd

La MIGA a émis une garantie qui permettra un allègement des exigences de fonds propres en faveur de *Novalgaska banka d.d., Iga* (NLB), une institution financière régionale de premier plan, à l'appui de ses opérations en Serbie. À un moment de pressions constantes et d'incertitudes dues à la crise de COVID-19 et après la récente reprise par NLB de *Komercijalna Banka A.D. Beograd* à l'État serbe, la garantie de la MIGA favorisera une reprise verte et inclusive. NLB utilisera la facilité offerte par la MIGA pour soutenir les PME, en octroyant jusqu'à 65 millions d'euros pour de nouvelles initiatives de financement de l'action climatique.



## Cambodge

### Banque Nationale du Canada

La garantie émise par la MIGA aidera la Banque Nationale du Canada à obtenir un allègement des exigences de fonds propres sur ses actifs pondérés des risques au niveau de la société mère consolidée, et à utiliser cet allègement réglementaire pour renforcer le portefeuille de prêts d'*Advanced Bank of Asia (ABA)*, principalement composé de crédits aux MPME, en particulier aux MPME dirigées par des femmes. Cet allègement est particulièrement important aujourd'hui au regard des conséquences économiques attendues de la crise de COVID-19. Compte tenu de la forte demande de prêts aux MPME largement insatisfaite (y compris les MPME détenues par des femmes) au Cambodge, ABA espère une croissance rapide de ce segment malgré les incertitudes persistantes liées à la pandémie.



## Monténégro

### NLB/NLB Banka AD Podgorica

La MIGA a émis une garantie en faveur de NLB pour aider *NLB Banka AD Podgorica* du Monténégro à couvrir les opérations bancaires générales de fourniture des crédits et d'autres services financiers au Monténégro. La pression constante et l'incertitude liées à la crise actuelle de COVID-19 augmentent la pondération réglementaire des risques appliquée aux réserves excédentaires. Grâce aux garanties de la MIGA, les filiales de NLB renforceront la résilience des MPME sur leurs marchés du crédit. Elles seront également en mesure de mener des activités de financement plus robustes et plus vertes.



## Kosovo

### NLB/NLB Banka Prishtina Sh.A.

La MIGA a émis une garantie en faveur de *NLB Banka Prishtina Sh.A.* du Kosovo pour couvrir les opérations bancaires générales de fourniture de crédits et d'autres services financiers au Kosovo à un moment de pression constante et d'incertitude en raison de la crise actuelle de COVID-19. Les garanties de la MIGA réduiront la pondération réglementaire des risques appliquée aux réserves excédentaires sur une base consolidée à l'échelle de la NLB, libérant ainsi des capitaux qui permettront de fournir des financements aux MPME ainsi qu'un soutien aux initiatives de financement de l'action climatique.



## Argentine

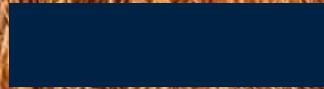
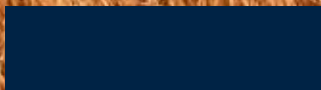
### Banco Santander S.A. / Banco Santander Argentina, S.A.

La garantie émise par la MIGA en faveur de *Banco Santander S.A.* appuiera les opérations de sa filiale en Argentine, augmentant ainsi la capacité de prêt de *Banco Santander Argentina S.A.* dans une période de fortes tensions économiques dans le pays, aggravées par les incertitudes liées aux effets persistants de la crise de COVID-19. La garantie de la MIGA aidera *Banco Santander Argentina* à renforcer l'activité économique en accordant des prêts aux PME (en particulier les PME dirigées par des femmes) et aux entreprises de secteurs clés de l'économie, notamment les sociétés d'exportation.



# Projets phares

Zoom sur les projets  
de la MIGA durant l'exercice 22





## Accroître les investissements en Égypte

Ensemble, la MIGA et la BERD ont créé un nouveau mécanisme de rehaussement de crédit qui a stimulé le refinancement durable de six centrales solaires opérationnelles en Égypte. Ce rehaussement de crédit a été capital pour attirer des investissements privés, en particulier de la part de grands investisseurs institutionnels qui, pour la première fois, ont mobilisé des contributions à l'investissement dans le pays. Cette garantie, ainsi que d'autres caractéristiques de l'opération, a également valu à l'obligation une note de catégorie « d'investissement » de la part de l'agence européenne de notation de crédit, *Scope*.

L'appui de la MIGA a permis de réduire les coûts du projet et d'améliorer la viabilité financière globale, renforçant ainsi la résilience aux chocs financiers et préservant la capacité du projet à réduire les émissions de gaz à effet de serre. En outre, la réduction des coûts de financement génère des économies de coûts continues qui permettent aux promoteurs du projet de partager cet avantage avec l'État égyptien par le biais d'un transfert monétaire. L'amélioration de la notation est un signal positif et un modèle à l'intention des pays et des investisseurs, qui contribuent à encourager une nouvelle catégorie d'investisseurs institutionnels privés à adopter des montages financiers similaires dans d'autres secteurs.



## Soutenir l'inclusion financière grâce à l'argent mobile en Afrique subsaharienne

L'argent mobile, qui permet d'accéder à des services financiers de base par le biais de réseaux mobiles, est un vecteur important de l'inclusion financière, en particulier pour les populations à faible revenu qui peuvent ne pas avoir accès à des comptes bancaires formels. En Afrique subsaharienne, la croissance et l'impact des services d'argent mobile ont été particulièrement marqués : la région compte plus de 180 millions de comptes actifs, et le montant total des transactions a atteint 700 milliards de dollars en 2021, soit 70 % des transactions d'argent mobile dans le monde.

Afin de soutenir le développement des services d'argent mobile, la MIGA a émis des garanties destinées à couvrir les investissements réalisés par *The Rise Fund* dans *Airtel Money*, l'un des principaux fournisseurs de services d'argent mobile de la région. Filiale d'*Airtel Africa* au départ, *Airtel Money*, qu'on retrouve dans 14 pays d'Afrique subsaharienne, a été érigé en entité distincte pour aider à attirer des investisseurs extérieurs tels que *The Rise Fund* et *Mastercard*, dans le but de promouvoir la croissance et l'innovation. Ces investissements, dont beaucoup sont destinés aux pays IDA et FCS, contribueront à faire avancer l'initiative du Groupe de la Banque mondiale pour l'économie numérique en Afrique, et la MIGA est fière de participer à la mobilisation d'investissements privés pour renforcer les services financiers dans la région.

## Renforcer la capacité de riposte à la COVID-19 à Bogota

La pandémie de COVID-19 a durement touché la Colombie et sa capitale, Bogota. Fin février 2022, le pays comptait plus de 6 millions de cas confirmés de COVID-19 et 138 000 décès. Bogota, une métropole urbaine densément peuplée de plus de 8 millions d'habitants, a connu d'importantes flambées épidémiques et une incidence de la COVID-19 plus importante que dans l'ensemble du pays. L'économie colombienne a également souffert, le produit intérieur brut (PIB) ayant chuté de 6,8 % en 2020 avant de remonter à ses niveaux d'avant la crise en 2021. Le pays dispose d'un système de soins de santé fortement décentralisé et financé par l'État, qui offre une assurance maladie complète à près de 98 % de la population. Toutefois, la pandémie de COVID-19 a mis à nu les vulnérabilités du système de santé, notamment la vétusté des infrastructures, le manque de lits dans les services des soins intensifs et la pénurie de laboratoires et de réactifs pour les analyses des tests de COVID-19. À Bogota, les flambées de COVID-19 ont mis le système de santé à très rude épreuve, les taux d'occupation des lits dans les services des soins intensifs approchant parfois les 100 %.

Le prêt garanti par la MIGA a soutenu la riposte de Bogota à la pandémie en finançant les tests de dépistage de la COVID-19 et l'achat d'ambulances, d'équipements de protection individuelle et d'autres matériels pour accompagner les efforts de lutte contre la COVID-19. Le prêt a également permis d'améliorer les services de santé de Bogota grâce à l'expansion et à la modernisation de ses infrastructures sanitaires, à la fourniture d'équipements pour les soins primaires et les cliniques spécialisées, et au renforcement du système d'informations médicales d'urgence de Bogota.





## Soutenir les secteurs touristique et hôtelier en Afrique subsaharienne

Peu de secteurs ont été plus durement touchés par la pandémie de COVID-19 que celui de l'hôtellerie. Les hôtels d'Afrique subsaharienne n'ont pas fait exception à la règle, car de nombreux pays ont fermé leurs frontières, empêchant l'arrivée des visiteurs internationaux qui font vivre le secteur. Lorsqu'un hôtel ferme pour une longue période, la direction ne peut pas simplement rouvrir ses portes et accueillir de nouveau les clients. Les conduites doivent être débarrassées du plomb et du cuivre qui s'accumulent dans l'eau stagnante ; les surfaces doivent être examinées et débarrassées de la moisissure ; et les pommes de douche, les toilettes et les spas doivent être testés et débarrassés des bactéries. Tout cela coûte de l'argent, et dans les économies en développement, il peut être difficile de trouver des capitaux.

Les garanties de la MIGA contribueront à faire construire ou à réhabiliter des hôtels dans les pays d'Afrique subsaharienne, et à préserver les emplois dans les hôtels en cours de rénovation pour améliorer l'efficacité énergétique. En janvier 2022, la MIGA a émis un contrat-cadre en faveur de *Kasada Hospitality Fund LP*. L'appui de l'Agence à Kasada, dont les opérations couvrent dix pays, s'est déjà concrétisé par un sous-projet apportant des garanties à huit hôtels acquis par le fonds en 2021 au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

## Moderniser les routes et relier les populations au Kenya

Les routes constituent le principal mode de transport au Kenya, représentant plus de 80 % du trafic total de voyageurs et 76 % de celui du fret dans le pays. Dans certaines parties du Kenya, le secteur des transports est relativement sous-développé, ce qui limite le développement économique ainsi que la résilience au changement climatique et favorise les disparités entre les régions. Bien que le réseau routier soit vaste, seule une petite partie est revêtue et en bon état, le reste étant constitué de routes en gravier et en terre. Le Gouvernement kényan a donc donné la priorité à l'amélioration du réseau routier du pays par le biais de certains programmes de partenariat public-privé, notamment le Programme d'annuités routières du pays (*Roads Annuity Programme*).

Les garanties offertes par la MIGA visaient à soutenir les améliorations apportées au réseau routier, notamment le raccourcissement du temps de déplacement grâce à des vitesses de conduite plus rapides, et la transformation éventuelle de certaines routes en voies de contournement loin des zones densément peuplées ou en raccourci entre d'autres routes. La modernisation des routes a également permis de réduire les coûts d'exploitation des véhicules du fait du meilleur état de la voirie et d'une consommation plus économique du carburant. Elle a, en outre, contribué à renforcer la résilience aux inondations grâce à un meilleur drainage routier. L'initiative s'inscrit dans le droit fil d'un projet de développement sobre en carbone et résilient face à l'évolution du climat pour le Kenya.

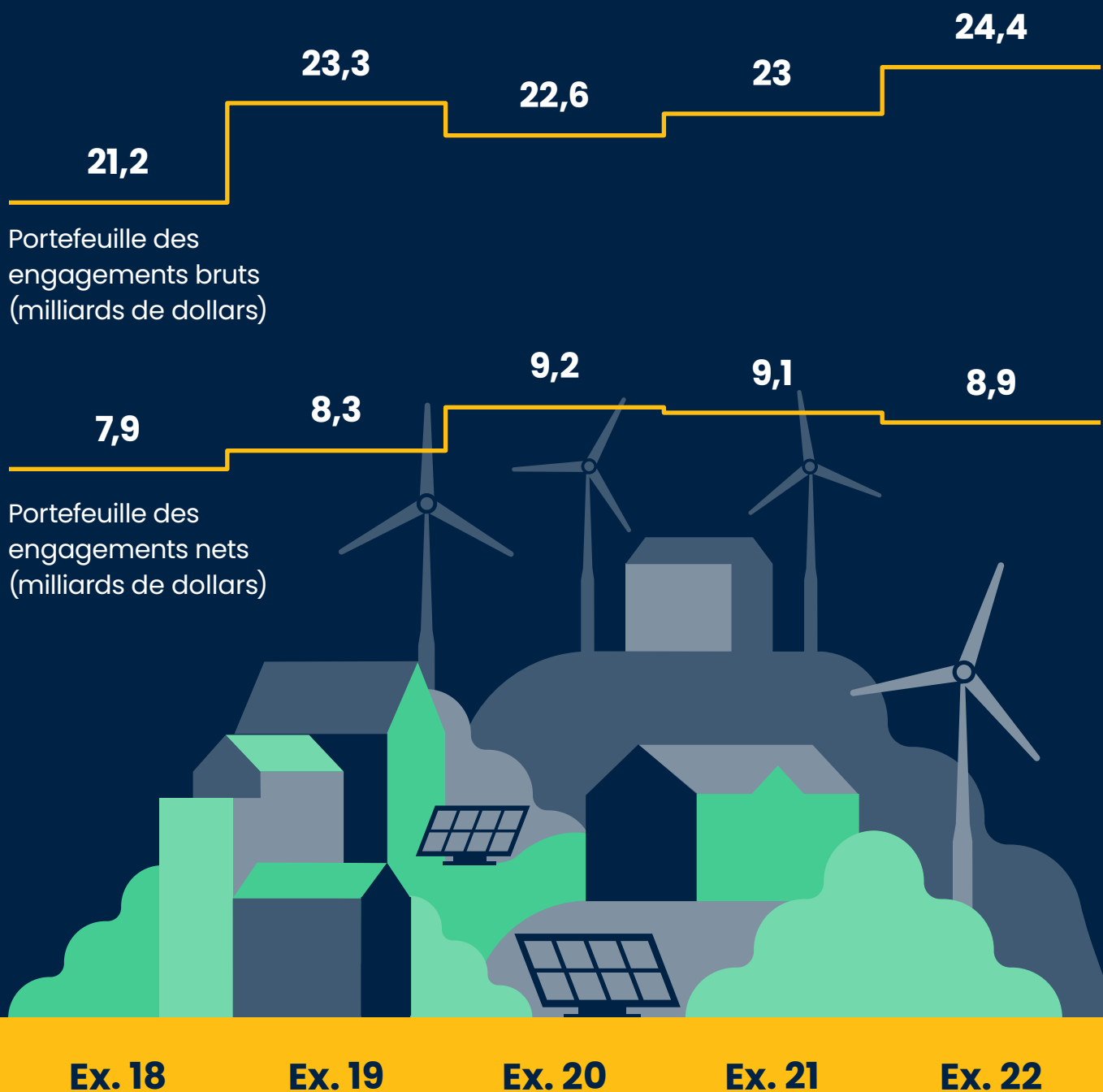
# Bilan des activités et des opérations



# Portefeuille des engagements

Les effets persistants de la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine réduisent les IDE à destination des économies émergentes et en développement. Malgré un sursaut en 2021 par rapport à 2020, une reprise durable des IDE semble peu probable au vu des multiples crises qui ébranlent le globe.

Au cours de l'exercice 22, l'Agence s'est principalement employée à aider ses clients à faire face aux répercussions graves et croissantes de ces crises et a émis 4,9 milliards de dollars de nouvelles garanties à l'appui de 54 projets. Bien que la MIGA ait poursuivi sa riposte à la COVID-19 durant l'exercice 22, elle a également commencé à réorienter ses interventions vers la facilitation des IDE en direction des pays en développement et a pu soutenir plusieurs projets à fort impact dans ses domaines stratégiques prioritaires. De surcroît, compte tenu de la guerre en Ukraine, de l'inflation et de la hausse des taux d'intérêt, l'Agence a recentré son action au cours du dernier trimestre de l'exercice 22 sur l'aide au secteur financier en réponse à la demande du marché.



# Domaines prioritaires



# Domaines stratégiques prioritaires

**Dans sa stratégie pour les exercices 21-23, l'Agence a résolu d'approfondir son action dans deux domaines essentiels :**

- 1. Multiplier ses interventions dans les pays IDA et FCS.**
- 2. Soutenir davantage les projets luttant contre le changement climatique.**



# 1

## Pays IDA et FCS

Les pays IDA (à faible revenu) et ceux en situation de fragilité et de conflit (FCS) subissent encore les graves contrecoups de la pandémie de COVID-19. Dans les FCS particulièrement, cette dernière menace d'effacer les avancées durement obtenues en matière de réduction de la pauvreté et de développement. En raison de la pandémie, de l'inflation grandissante des prix alimentaires et de la guerre en Ukraine, on estime que 20 à 22 millions de personnes supplémentaires dans les FCS vivent dans l'extrême pauvreté en 2022, comparé aux projections antérieures à la pandémie. En outre, la croissance du PIB dans ces pays devrait atteindre en moyenne 4,4 % par an en 2022-2023, soit 0,6 point de pourcentage de moins que les prévisions précédentes.

Avant comme durant la crise, la MIGA a continué d'apporter son appui à des projets dans les pays IDA et les FCS, soit 65 % de tous les projets pour l'exercice 22. Des garanties s'élevant au total à 1,6 milliard de dollars ont été émises pour soutenir des projets dans des pays admis à bénéficier du soutien de l'IDA, et d'autres d'un montant total de 570 millions de dollars ont couvert des investissements dans des pays IDA en proie à la fragilité, aux conflits et à la violence, comme l'Éthiopie, le Kosovo, le Mozambique et la République démocratique du Congo.

La MIGA fait appel au guichet de promotion du secteur privé de l'IDA (PSW) pour accroître davantage les opérations dans les pays IDA, dont bon nombre sont fragiles et touchés par des conflits. Au cours de l'exercice 22, la MIGA a émis 16 garanties adossées au PSW de l'IDA au profit de dix pays (Burkina Faso, Éthiopie, Malawi, Mozambique, Niger, Ouganda, République démocratique du Congo, République du Congo, Tchad et Zambie) pour un montant total de 457 millions de dollars, sur lesquels 97 millions de dollars ont été cédés à l'IDA, en vertu d'un dispositif de mutualisation de la protection de premier niveau contre les pertes.

# 2

## Changement climatique

La MIGA utilise ses garanties pour mobiliser des financements en faveur de projets promouvant l'adaptation au changement climatique ou l'atténuation de ses effets. Au cours de l'exercice 22, l'Agence a émis des garanties pour 1,1 milliard de dollars en appui à des projets d'adaptation et d'atténuation dans le cadre de 28 projets répartis dans 17 pays, soit 28 % de l'ensemble des garanties fournies dans les projets soutenus. Les projets signés durant l'exercice 22 permettront d'éviter environ 1,6 million de tonnes métriques d'émissions de CO<sub>2</sub> par an.

Parmi les projets climatiques notables réalisés cette année figurent ceux destinés à s'assurer que les routes du Kenya et de la Serbie résistent aux inondations causées par le changement climatique. Dans le cadre des projets d'électricité menés au Bangladesh et au Gabon et du grand projet portuaire réalisé en Colombie, les clients de la MIGA ont intégré des mesures visant à rendre ces projets résilients aux effets des phénomènes météorologiques extrêmes dans ces régions.

Dans le cadre du renforcement de son action climatique, le Groupe de la Banque mondiale a annoncé l'adoption de son nouveau Plan d'action sur le changement climatique qui devrait encadrer ses interventions entre 2021 et 2025. Le Plan d'action définit une feuille de route stratégique audacieuse pour lutter contre le changement climatique et aider les pays clients à intégrer pleinement leurs objectifs en matière de climat et de développement. Les produits de la MIGA ont aidé des investisseurs transnationaux à protéger leurs investissements à long terme dans des activités d'atténuation ou d'adaptation face aux aléas du climat dans divers marchés et régions. L'Agence, qui fait partie des rares institutions qui offrent des garanties assorties d'échéances à long terme, contribuera de façon décisive à l'enracinement d'une action climatique porteuse de transformations.

Le Plan d'action énonce aussi l'objectif de la MIGA d'aligner son portefeuille futur sur l'Accord de Paris : 85 % des opérations du secteur réel approuvées par les Administrateurs seront alignées à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 et 100 % dès le 1<sup>er</sup> juillet 2025.

Dans le cadre des efforts qu'il fait actuellement pour aider les pays à intégrer leurs objectifs climatiques et de développement, le Groupe de la Banque mondiale a récemment lancé la production d'une série de rapports nationaux sur le climat et le développement. Ces rapports constituent de nouveaux outils fondamentaux de diagnostic conçus pour aider les pays à privilégier les interventions à fort impact les plus susceptibles de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de renforcer l'adaptation au dérèglement climatique. Un résumé des premières conclusions de ces rapports sera publié dans les prochains mois dans l'optique de favoriser une discussion orientée vers l'action au sein de la communauté mondiale.



Grâce à l'innovation, la MIGA peut intervenir davantage avec ses produits, approfondir son impact sur le développement et évoluer au rythme d'un marché des investissements dynamique dans les économies en développement. Pendant qu'elle suit l'évolution de ces marchés, l'Agence développe des innovations qui lui permettront de produire les meilleurs résultats possible en matière de développement dans les pays et aideront ses clients à élargir leurs possibilités d'investissement.

## Mécanisme pour les priorités stratégiques de la MIGA

Créé durant l'exercice 22, le mécanisme de financement des priorités stratégiques de la MIGA est un programme-cadre qui intègre et gère les différents fonds fiduciaires de la MIGA sous une structure de gouvernance et un cadre communs. Son objectif global est de simplifier les opérations des fonds fiduciaires de l'Agence et d'en améliorer l'efficacité. La MIGA met en place des mécanismes de garantie spéciaux et des fonds fiduciaires pour encourager l'investissement et renforcer les capacités dans les domaines ciblés. Le Mécanisme de financement des priorités stratégiques propose une approche cohérente pour la formulation, l'examen, l'orientation et le suivi de la stratégie de tous les fonds fiduciaires qu'il recouvre. Dans le cadre de cet objectif général du programme, chaque fonds fiduciaire réalise ses objectifs de développement respectifs.

En particulier, deux fonds fiduciaires, tous deux liés au climat, ont été lancés cette année au titre du Mécanisme. Le Fonds pour la promotion du développement durable soutient les efforts des investisseurs visant à accroître l'impact dans des domaines prioritaires, tels que le climat et le genre, et à améliorer les normes dans les domaines de l'ESG ; de la gouvernance d'entreprise ; et de l'intégrité.

Le Fonds fiduciaire multidonateurs catalyseur des énergies renouvelables (RECTF) est un fonds fiduciaire qui vise à renforcer la capacité de la MIGA à stimuler les investissements du secteur privé dans des projets d'énergie renouvelable. Il apportera un



Cette année, dans le cadre du premier projet bénéficiant du RECTF, la MIGA a émis une garantie de 3,5 millions d'euros en faveur de *MIHIA Holding SAS* (France) pour le projet Zano au Burkina Faso, qui prévoit la construction, la propriété, l'exploitation et l'entretien d'une centrale de production d'énergie solaire photovoltaïque (PV) de 24 mégawatts. Le Burkina Faso affiche l'un des taux d'électrification le plus bas d'Afrique subsaharienne et une demande importante non satisfaite, ce qui explique que le pays s'emploie à résoudre ses problèmes d'accès à l'énergie et à renforcer sa sécurité énergétique. La MIGA couvre les prises de participation et les quasi-participations de MIHIA dans la société *Quadran Burkina Faso SAS (Zano)* contre les risques de restrictions de transfert de devises et de rupture de contrat.

## Allègement réglementaire

Dans le cadre de son Programme de riposte à la pandémie de COVID-19, la MIGA a continué d'utiliser l'optimisation des capitaux au cours de l'exercice 22 pour alléger les exigences de fonds propres imposées aux banques. En conséquence, les banques ont poursuivi l'octroi des crédits pendant la période de récession économique causée par la pandémie. Au cours de cet exercice, la MIGA a, en outre, considérablement utilisé son produit d'optimisation du capital pour accroître le financement de l'action climatique par les institutions financières faisant partie de ses clients ; elle prévoit d'ailleurs d'élargir encore cette approche. L'Agence réfléchit de surcroît à la possible création d'un instrument similaire pour répondre aux besoins des investisseurs institutionnels et des compagnies d'assurance.

appui direct aux investissements dans le financement de l'action climatique en soutenant d'autres projets d'énergie renouvelable, qui aideront les pays hôtes à rendre progressivement leur secteur énergétique plus vert et plus respectueux du climat. Ce fonds sera à la disposition de tous les pays membres de la MIGA, même s'il privilégiera les projets réalisés dans les pays les plus pauvres (admis à bénéficier de l'aide de l'IDA), en particulier ceux d'Afrique subsaharienne. Le RECTF offre toute une gamme de solutions de mutualisation des risques et d'assistance technique qui apportent de la souplesse et encouragent la résolution des problèmes par des moyens innovants. Les interventions au titre du fonds visent, entre autres, la protection de premier niveau, la réassurance, l'apport de liquidités, la préparation des projets et la création d'entreprises, le tout en lien avec des projets d'énergie renouvelable. Le fonds fiduciaire fournira des services d'atténuation des risques ou de réassurance pour les projets qui ne sont pas admis à bénéficier des concours du Mécanisme d'aide aux économies fragiles et touchées par un conflit (CAFEF) ou du PSW de l'IDA, ou lorsque son aide vient compléter celle du CAFEF ou du PSW de l'IDA. Le RECTF fournira également un appui sous forme de liquidités pour faire face aux risques financiers et aux risques de trésorerie liés aux projets d'énergie renouvelable dans tous les pays membres de la MIGA, couvrant à la fois les investissements étrangers et locaux. En plus de soutenir le Programme d'action climatique, ces projets procureront d'autres avantages importants sur le plan du développement, notamment l'amélioration de l'accès à l'électricité et la promotion de la croissance économique. La dotation de ce fonds fiduciaire provient principalement de l'État norvégien, par l'intermédiaire de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (Norad).

La MIGA a émis des garanties d'une valeur allant jusqu'à 41 millions d'euros en faveur de *Nova Ljubljanska banka d.d., Ljubljana (NLB)*, en Slovénie, en appui à ses filiales *NLB Banka AD Podgorica* au Monténégro et *NLB Banka Prishtina Sh.A.* au Kosovo. Les garanties, d'une durée de trois ans, couvrent le risque d'expropriation des réserves de trésorerie excédentaires détenues par les banques centrales des filiales. C'est la première fois que le produit d'optimisation du capital de la MIGA est utilisé pour couvrir les réserves de trésorerie excédentaires, une opération innovante qui tranche avec la couverture habituelle des réserves obligatoires détenues auprès des banques centrales. Les banques peuvent détenir des réserves de trésorerie excédentaires à des fins de précaution, et les filiales de NLB détiennent des réserves de liquidités excédentaires au Kosovo et au Monténégro à titre de volants de sécurité supplémentaires. Les garanties de la MIGA réduiront la pondération réglementaire des risques appliquée aux réserves excédentaires sur une base consolidée à l'échelle de la NLB, libérant ainsi des capitaux permettant de fournir des financements aux MPME ainsi qu'aux projets climatiques. Les filiales de NLB au Kosovo et au Monténégro sont les deuxièmes plus grandes banques de leurs pays respectifs, à en juger par leurs pourcentages respectifs de part de marché par rapport à l'ensemble de leurs actifs. Les garanties de la MIGA permettront aux filiales de NLB de renforcer la résilience des MPME sur leurs marchés de prêt. Elles seront également en mesure de mener des activités de financement plus robustes et plus vertes.

La MIGA a également signé une garantie d'un montant de 1 370 milliards de pesos colombiens (environ 350 millions de dollars) en faveur de la banque espagnole BBVA, offrant



ainsi une couverture contre le risque de non-respect d'une obligation financière par une entité infranationale au titre du prêt de 1 000 milliards de pesos colombiens accordé par BBVA au district de la capitale colombienne, Bogota. Les fonds du mécanisme de prêt seront utilisés par le Secrétariat de la santé de Bogota pour financer des projets liés aux ripostes sanitaires de la ville à la COVID-19 et pour améliorer l'ensemble de ses infrastructures et services de soins de santé. Cette opération représente la première garantie en monnaie nationale (pesos colombiens) de la MIGA contre le risque de non-respect d'une obligation financière et sa première garantie contre ce type de risque couvrant un *swap* intégré. Ces innovations dans le contrat de garantie de la MIGA ont permis à un prêteur international dont les coûts de financement sont en euros de fournir un prêt à taux fixe en pesos colombiens, offrant ainsi à Bogota un accès crucial à des financements à plus long terme pour améliorer la qualité des soins de santé, alors que le système reste à la peine face à la pandémie de COVID-19 en cours.

## Application de technologies nouvelles

Pour soutenir le développement des services d'argent mobile, la MIGA a émis des garanties pour couvrir les investissements réalisés par *The Rise Fund* dans *Airtel Money*, l'un des principaux fournisseurs de services d'argent mobile d'Afrique subsaharienne. *Airtel Money*, filiale d'*Airtel Africa* au départ et présente dans 14 pays d'Afrique subsaharienne, a été érigé en entité distincte pour contribuer à attirer des investisseurs

extérieurs, tels que *The Rise Fund* et *Mastercard*, afin de promouvoir la croissance et l'innovation. Ces investissements, dont beaucoup ciblent les pays IDA et FCS, contribueront à faire avancer l'initiative du Groupe de la Banque mondiale pour l'économie numérique en Afrique.

## Financements de pointe

La MIGA a, en outre, émis une garantie de 98,3 millions de dollars en faveur de *Virtuo Finance S.a.r.l.* (*Virtuo*), favorisant le refinancement durable de six centrales solaires opérationnelles du parc solaire de Benban à Assouan (Égypte), le plus grand parc solaire photovoltaïque d'Afrique. Le refinancement permettra de réduire les coûts financiers, d'améliorer la viabilité financière globale et de générer des économies à partager avec l'État égyptien. Les centrales électriques seront refinancées par l'émission par *Virtuo* d'une obligation verte unique en son genre. *Scope Ratings* a attribué à l'obligation une note de BBB+, supérieure à celle de la dette souveraine de l'Égypte. L'émission a été organisée par *MUFG Securities EMEA*. L'obligation bénéficie également d'une certification de la *Climate Bonds Initiative* et a été soumise à l'examen indépendant de DNV, un consultant technique de premier plan. En outre, l'obligation répond aux Normes de performance de la MIGA en matière de viabilité environnementale et sociale, une référence internationale pour l'identification et la gestion des risques environnementaux et sociaux.

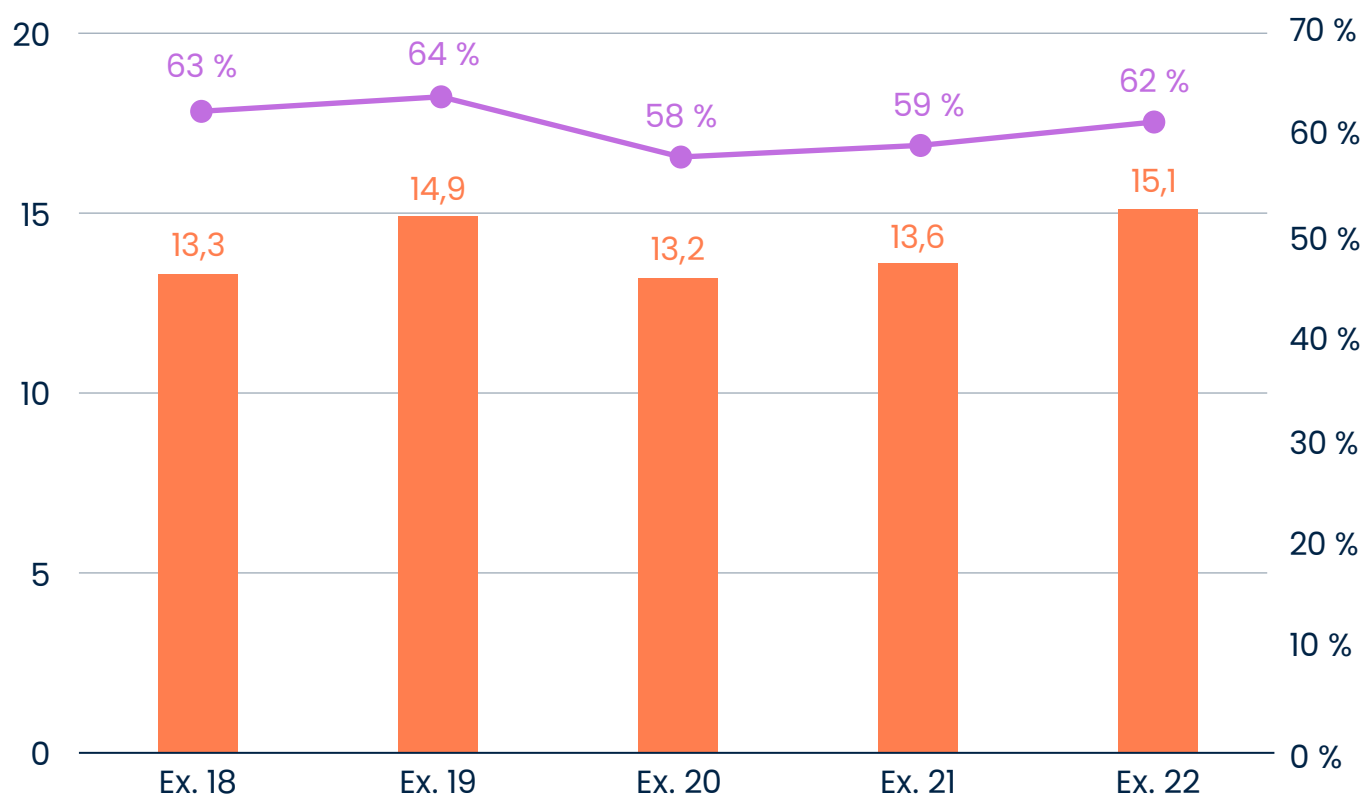


# Réassurance

Depuis 1997, la MIGA a recours avec succès à la réassurance pour utiliser efficacement son capital et gérer le profil de risque de son portefeuille. Les principaux bénéficiaires des opérations de réassurance sont les clients de la MIGA : d'abord les investisseurs qui ont accès à une plus large palette d'instruments d'assurance pour des projets éligibles dans les pays en développement ; puis les pays qui bénéficient d'un plus grand flux d'IDE.

La MIGA a continué d'utiliser la réassurance, cédant 3,4 milliards de dollars sous forme de nouvelles opérations durant l'exercice 22 au marché de la réassurance, conformément à sa stratégie de préservation du capital en vue de promouvoir sa croissance. Au 30 juin 2022, 62 % de l'encours du portefeuille brut était réassuré, contre 59 % à la fin de l'exercice 21. Au cours des cinq dernières années, les opérations de réassurance dans le portefeuille des garanties de la MIGA ont augmenté, permettant à l'Agence de se densifier en accroissant sa capacité de garantie sans avoir besoin de recourir à une augmentation de son capital par les actionnaires.

## Portefeuille (milliards de dollars) et taux (%) des opérations de réassurance

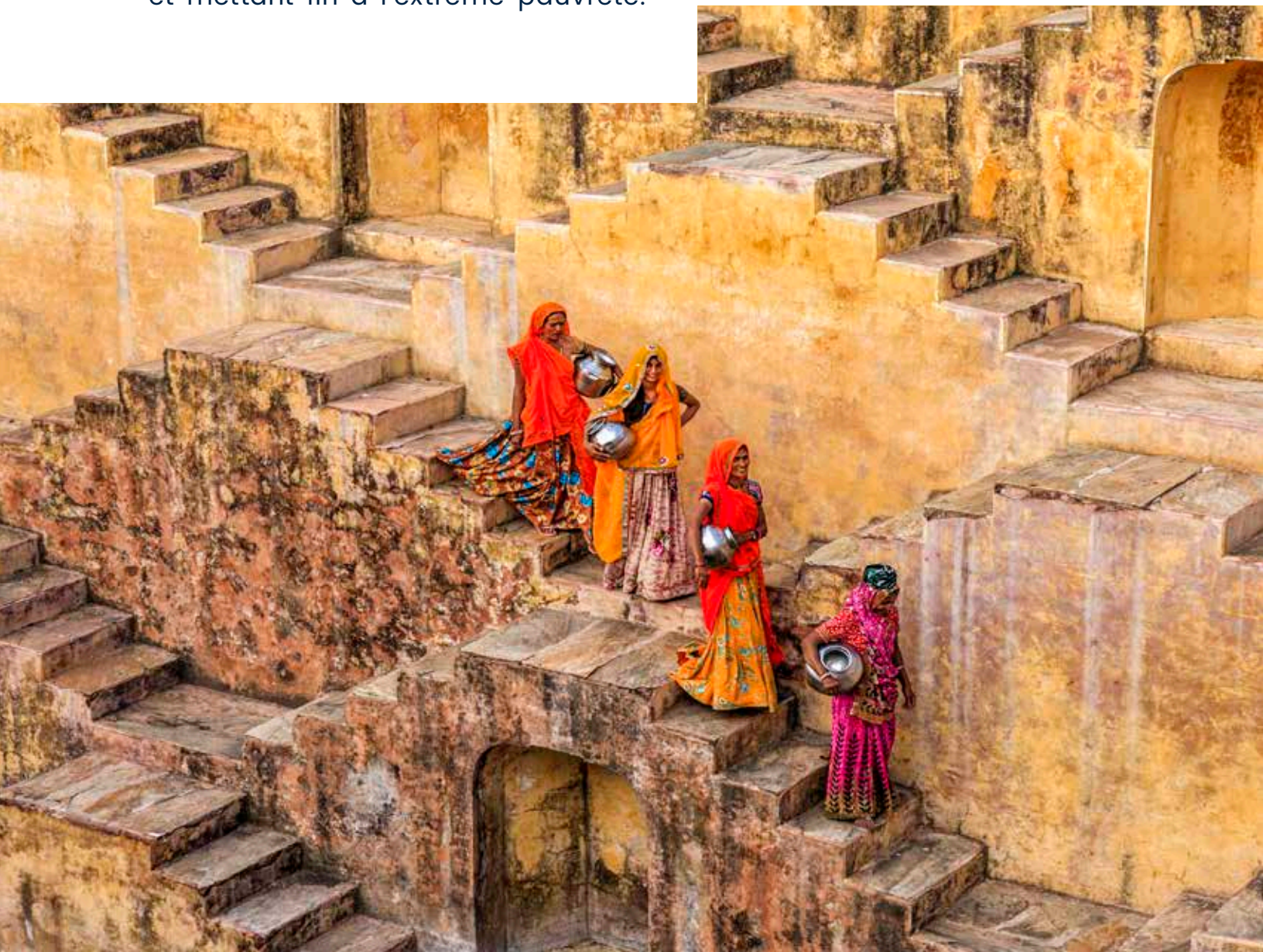


■ Encours des opérations de réassurance ● Taux de réassurance du portefeuille (axe Y à droite)

# Tirer parti des partenariats pour maximiser l'impact sur le développement

Il est crucial d'élargir une collaboration qui encourage le recours productif à l'assurance contre les risques politiques pour attirer des capitaux privés conséquents, qui contribueront à leur tour à réaliser les objectifs de développement durable, promouvant ainsi une prospérité partagée et mettant fin à l'extrême pauvreté.

À cet effet, la MIGA s'emploie à renforcer la coordination avec les institutions financières internationales, les partenaires sectoriels et l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale.



## Partenariats avec les institutions financières internationales

La MIGA œuvre aux côtés des institutions financières internationales et des banques multilatérales de développement pour offrir une couverture contre les risques politiques et mobiliser des capitaux privés au profit du développement. En 2018, le groupe de personnalités éminentes du G20 sur la gouvernance financière mondiale a recommandé à la MIGA de mettre à profit sa position d'assureur mondial contre les risques dans le domaine du financement du développement pour collaborer avec d'autres institutions financières internationales. Depuis lors, l'Agence a engagé des initiatives majeures avec d'autres banques multilatérales de développement et d'autres institutions financières internationales pour donner suite à ces recommandations.

Dans le cadre des activités qu'elle mène pour promouvoir l'accroissement des IDE en direction des pays membres en développement, la MIGA réunit les acteurs concernés dans les différentes régions pour des tables rondes franches, en vue d'améliorer les conditions d'investissement et d'accroître les investissements transnationaux. Les tables rondes en présentiel sont coorganisées avec un pays membre des régions d'Afrique, d'Asie et des Caraïbes. La première table ronde, qui s'est tenue en mars 2022 à Lomé, a été organisée conjointement avec le Gouvernement togolais, représenté par le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Développement du secteur privé. De hauts fonctionnaires représentant la République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée et le Sénégal y ont également participé. Des cadres de haut niveau de clients de la MIGA, des partenaires de développement, dont IFC, et des entreprises togolaises ont apporté l'éclairage du secteur privé à ces échanges. Les gouvernements ont mis en relief les opportunités présentes, tandis que les investisseurs ont souligné l'importance d'avoir un cadre réglementaire solide. La MIGA a également facilité des réunions bilatérales entre les gouvernements et les investisseurs.

## Partenariats sectoriels

Il est fondamental de s'allier à d'autres intervenants dans les domaines des assurances et du financement du développement pour obtenir des résultats sur le terrain. La MIGA copréside le Forum sur le développement de l'assurance, un partenariat public-privé qui regroupe des compagnies d'assurance publiques et privées dans le but de maximiser le recours à l'assurance pour mieux renforcer la résilience. L'Agence fait aussi partie de l'Union de Berne, l'association internationale des sociétés d'assurance publiques et privées de crédits à l'exportation et d'investissements. L'Union de Berne promeut activement le commerce transfrontière en encourageant l'application au niveau mondial de principes rigoureux aux crédits à l'exportation et aux investissements étrangers.

En outre, cette année, la MIGA et la Société allemande d'investissement (DEG, la filiale de KfW au service exclusif du secteur privé) sont convenues de coopérer plus étroitement pour tirer parti

chacune des outils de l'autre et monter des solutions complètes ou des applications de produits permettant de soutenir des projets conjoints et d'en réduire les risques dans les économies émergentes du monde entier. Elles se sont également engagées à organiser des consultations périodiques et à collaborer systématiquement pour aider à constituer une réserve de projets susceptibles de bénéficier d'investissements et pour resserrer les liens entre les deux institutions. Cet engagement témoigne de l'importance que les responsables de la DEG et de la MIGA attachent aux efforts nécessaires pour identifier les opportunités et structurer les solutions.

## Partenariats pour le savoir

La MIGA et l'*International Law Institute*, une institution assurant le renforcement des capacités et fournissant de l'assistance technique, ont signé un protocole d'accord en vue de la formation d'acteurs concernés dans les pays en développement sur les mécanismes d'assurance contre les risques politiques ; les structures optimales pour les partenariats public-privé nécessitant des produits de la MIGA ; et d'autres problèmes se posant dans le contexte de l'assurance contre les risques politiques, les opérations transnationales, le règlement des différends et la gouvernance. L'un des éléments majeurs consiste à préparer et à administrer conjointement un programme de renforcement des capacités juridiques, économiques et stratégiques, ainsi qu'un programme de certification en matière d'assurance contre les risques politiques. Cette collaboration accroîtra les capacités institutionnelles des autorités publiques, des praticiens du droit, des têtes de proue du secteur privé et des membres des organisations multilatérales et autres organisations internationales de développement.

Les partenariats avec des organisations externes contribuent dans une mesure importante à renforcer le plan de mise en œuvre de la stratégie de la MIGA en matière de genre (voir la section sur les Initiatives relatives au genre) et à élargir la base des connaissances sur ces questions. Au cours de l'exercice 21, la MIGA est devenue l'un des membres fondateurs de *2X Collaborative*, un nouvel organisme sectoriel mondial qui réunit l'ensemble des investisseurs dans le but de promouvoir l'investissement sensible au genre, avec la possibilité de partager des informations issues d'un large éventail d'acteurs du secteur privé œuvrant dans le domaine de la parité hommes-femmes<sup>1</sup>.

1. *2X Collaborative* a pour mission « de regrouper les investisseurs et de les doter des ressources voulues pour accroître le volume et l'impact des capitaux consacrés à l'autonomisation économique des femmes ».

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur le site : <https://www.2xcollaborative.org/>.

# Viabilité environnementale et sociale à la MIGA



La MIGA estime qu'un facteur important de l'obtention de résultats positifs sur le plan du développement est la viabilité environnementale et sociale de ses projets que l'Agence compte atteindre en appliquant sa politique en matière de viabilité environnementale et sociale, ainsi qu'un ensemble complet de normes de performance environnementales et sociales largement acceptées dans le secteur financier, connues sous le nom de Principes de l'Équateur<sup>2</sup>.

## Actions destinées à garantir l'intégration de la viabilité environnementale et sociale à la MIGA :

- Évaluation préalable de l'impact social et environnemental de tous les projets
- Recueil des indicateurs de l'efficacité du développement auprès des clients
- Application de l'outil d'évaluation et de comparaison de la performance en matière d'impact (IMPACT, de l'acronyme anglais) de la MIGA pour mesurer l'impact attendu d'un projet sur le développement
- Vérification du respect par les projets des normes de performance de la MIGA en matière de viabilité environnementale et sociale
- Vérification de l'impact sur le plan environnemental et social par des évaluations à posteriori
- Évaluation du risque climatique

## La MIGA aide les investisseurs à se fixer des objectifs plus ambitieux sur le plan environnemental et social de plusieurs manières :

- en veillant à ce que les investissements répondent à des normes rigoureuses et reconnues au plan international ;
- en collaborant avec les clients pour le suivi et les comptes rendus systématiques des impacts environnementaux et sociaux ; et
- en permettant aux clients d'entrer sur des marchés qui leur auraient été autrement inaccessibles, ce qui peut engendrer des résultats très significatifs sur le plan du développement.

2. <https://equator-principles.com/about-the-equator-principles/>

# Mesurer et évaluer l'impact sur le développement



Il est essentiel d'évaluer l'impact pour comprendre la portée et les résultats des projets que l'Agence accompagne. De la conception du projet à sa clôture et au-delà, la MIGA applique plusieurs cadres et outils permettant de mesurer, de suivre, de contrôler et d'évaluer la performance sur le plan environnemental et social.

Malgré les restrictions imposées du fait de la COVID-19, la MIGA a pu évaluer des projets, assurer leur suivi et faire des évaluations rétrospectives.

## Cadre IMPACT

L'Outil d'évaluation et de comparaison de la performance en matière d'impact (IMPACT, de l'acronyme anglais) évalue les résultats directs attendus des projets ainsi que leurs effets périphériques sur les investissements étrangers. Ce cadre complète le système de mesure des résultats plus large de l'Agence. Ses objectifs sont les suivants :

- Réaliser des évaluations ex ante de l'impact de chaque projet sur le développement ;
- Permettre des analyses comparatives ;
- Décider de l'ordre de priorité des projets en s'aidant de l'évaluation de l'impact attendu sur le développement ;
- Établir un parallèle avec le cadre de mesure et de suivi de l'impact attendu (AIMM) d'IFC et définir une notation concertée de l'impact sur le développement pour les projets soutenus conjointement par IFC et la MIGA ;
- Adopter une démarche flexible pour intégrer efficacement l'outil IMPACT aux processus de garantie existants de la MIGA.

## Système d'indicateurs de l'efficacité des activités de développement

Le système d'indicateurs de l'efficacité des activités de développement de la MIGA permet de mesurer et de suivre l'impact des projets qu'elle couvre sur le développement. Grâce à ce système, elle mesure un ensemble d'indicateurs communs à tous les projets : investissement garanti, emplois directs créés, biens achetés localement, taxes, impôts et redevances versés aux pays hôtes, entre autres. L'Agence mesure aussi des indicateurs sectoriels et met en place un processus de mesure des résultats des projets sur le développement trois ans à compter de la signature du contrat.

## Évaluation

Depuis l'exercice 12, tous les projets sont évalués par la MIGA et le Groupe indépendant d'évaluation du Groupe de la Banque mondiale, un organisme d'évaluation indépendante. Les évaluations mesurent les résultats que les projets soutenus par la MIGA obtiennent sur le plan du développement au travers des rapports d'évaluation de projet. La MIGA réalise des auto-évaluations qui sont par la suite validées par le Groupe indépendant d'évaluation. Les évaluations des projets servent non seulement à mesurer les résultats atteints, mais aussi à tirer les enseignements de l'expérience pour les projets à venir. La MIGA utilise activement les conclusions des évaluations lors des exercices de formation organisés à l'intention de ses équipes.

# Intégrité

L'intégrité et la gestion du risque lié à la réputation tiennent une place essentielle dans le rôle de partenaire de développement que joue la MIGA. L'Agence contrôle le risque pour l'intégrité et le risque de discrédit chez ses clients et les projets qu'elle soutient, souscrivant ainsi aux directives du Groupe de la Banque mondiale en matière de lutte contre la corruption qui définissent la fraude, la corruption, la collusion, la coercition et l'obstruction comme des entraves importantes au développement et considèrent que ces pratiques sont passibles de sanctions.

L'équipe de la MIGA chargée de l'intégrité procède à des vérifications préalables dans le cadre de la préparation des opérations et des garanties, et surveille les projets du portefeuille, afin de détecter tout premier signe de risque pour l'intégrité ou la réputation. À cette fin, la MIGA utilise les évaluations sur le terrain, les sondages du marché, les expériences antérieures avec les clients, les connaissances locales de la Banque mondiale et d'IFC ainsi que les ressources documentaires, dont ses propres bases de données. Durant l'exercice 22, la MIGA a continué de partager les meilleures pratiques, en matière d'intégrité, en collaborant avec les autres membres du Groupe de la Banque mondiale et les partenaires de développement, et à l'occasion de différentes rencontres sur ce thème.



## La MIGA et l'information financière relative au changement climatique

En juin 2021, le Plan d'action sur le changement climatique 2021-2025 du Groupe de la Banque mondiale a été adopté. Dans le cadre des efforts déployés par la MIGA en vertu du Plan d'action, l'Agence a adopté les recommandations du Groupe de travail du Conseil international de stabilité financière sur l'information financière relative au climat.



# Normes de performance de la MIGA

## Normes de performance de la MIGA en matière de viabilité environnementale et sociale

### Norme de performance 1 :

#### Évaluation et gestion des risques et des effets environnementaux et sociaux

La norme souligne l'importance de recenser les risques et les effets environnementaux et sociaux et de gérer les résultats sur ce plan pendant toute la durée du projet.

### Norme de performance 2 :

#### Emploi et conditions de travail

La norme reconnaît que la réalisation de la croissance économique par la création d'emplois et la génération des revenus doit être conciliée avec la protection des droits fondamentaux des travailleurs.

### Norme de performance 3 :

#### Utilisation efficiente des ressources et prévention de la pollution

La norme reconnaît que la multiplication des activités industrielles et l'urbanisation entraînent très souvent une augmentation de la pollution de l'air, de l'eau et des sols, et qu'il est possible d'assurer une gestion efficiente.

### Norme de performance 4 :

#### Santé et sécurité des populations

La norme reconnaît que les projets peuvent procurer des avantages aux populations, mais aussi accroître leur exposition aux risques et effets liés aux accidents, aux défaillances structurelles et aux substances dangereuses.

### Norme de performance 5 :

#### Acquisition de terres et réinstallations forcées

La norme s'applique aux déplacements physiques ou économiques résultant d'opérations foncières comme l'expropriation ou des habitats négligés.

### Norme de performance 6 :

#### Préservation de la diversité et gestion durable des ressources biologiques

La norme encourage la protection de la diversité biologique et la gestion, ainsi que l'utilisation durables des ressources naturelles.

### Norme de performance 7 :

#### Populations autochtones

La norme vise à s'assurer que le processus de développement favorise le respect absolu des populations autochtones.

### Norme de performance 8 :

#### Patrimoine culturel

La norme vise à protéger le patrimoine culturel des effets pervers des activités des projets et à soutenir sa préservation.

## Avantages que procurent les normes de performance

### Création de la valeur pour les entreprises

La viabilité est devenue un facteur important dans les stratégies des entreprises. Bon nombre d'entre elles reconnaissent que tenir compte des aspects environnementaux et sociaux peut leur permettre d'économiser sur les coûts, d'améliorer leur image de marque et leur réputation et de renforcer leurs relations avec les acteurs concernés.

### Exploitation des possibilités offertes et protection contre les risques inattendus

L'application des normes de performance permet aux entreprises d'identifier les risques d'interruption de l'exécution des projets et de les prévenir, de mieux protéger leur image de marque ou de pouvoir accéder aux marchés internationaux.

### Amélioration des résultats financiers et opérationnels

L'application des normes de performance peut aider à optimiser les facteurs de production comme l'eau et l'électricité, ainsi qu'à réduire les émissions, les rejets et les déchets, pour des opérations plus efficaces et plus rentables.

### Acceptabilité sociale des opérations

Les normes de performance aident les clients à optimiser les avantages sur le plan du développement local et encouragent le civisme des entreprises. Une image de marque et une réputation positive peuvent aussi attirer de nouveaux investisseurs ou bailleurs de fonds.

### Aval international

Les « Principes de l'Équateur », adoptés par plus de 75 des principales institutions financières mondiales des pays développés et en développement, se fondent sur les normes de performance. On estime que ces principes couvrent plus de 70 % des prêts au titre du financement des projets dans les marchés émergents.



# Initiatives relatives au genre



La MIGA continue de tenir l'engagement qu'elle a pris de promouvoir l'égalité des sexes grâce à son premier Plan de mise en œuvre de la stratégie sur le genre pour les exercices 21-23, lancé durant l'exercice 21. Le plan recense les possibilités d'accroître des mesures en faveur de la parité hommes-femmes, alignées sur trois piliers stratégiques : la mobilisation institutionnelle, la mobilisation des clients et les partenariats.

Dans le cadre du pilier institutionnel, la MIGA s'est essentiellement employée à renforcer les connaissances et les compétences du personnel sur les questions de genre. Cette année, l'Agence a lancé un programme de formation destiné à renforcer les capacités et les connaissances du personnel de la MIGA sur les violences sexistes, sur le genre dans les opérations du secteur privé et, enfin, sur le genre et le changement climatique. Elle a continué d'œuvrer pour accroître la parité et l'égalité entre les femmes et les hommes dans le cadre de ses objectifs de diversité, d'équité et d'inclusion. Cette année, tous les membres du personnel ont été invités à participer à des discussions en petits groupes sur la diversité, l'équité et l'inclusion, offrant ainsi une plateforme pour des échanges transparents et ouverts. En tant que membre du Groupe de la Banque mondiale, la MIGA a obtenu la certification<sup>3</sup> *Gender EDGE* de niveau 2.

Dans le cadre du pilier « mobilisation des clients », la MIGA a redoublé d'efforts pour mobiliser ses clients sur la problématique hommes-femmes — en particulier sur l'identification, la gestion et le suivi des risques de violence sexuelle — en mettant en œuvre de nouveaux outils sur les processus et les orientations en matière de gestion des risques de violence sexuelle. En outre, pour soutenir le

double objectif du Groupe de la Banque mondiale, la MIGA a mis en œuvre l'approche *Gender Flag*, qui permet de mettre en relief les possibilités de réduire les écarts entre les sexes dans les projets<sup>4</sup>. Les faits marquants concernant le *Gender Flag* sont les suivants :

- En juin 2021, la MIGA a signé son premier projet appliquant le *Gender Flag* avec un client du secteur financier au Chili. Le client s'est engagé à prêter une partie de ses capitaux soutenus par la MIGA aux PME dirigées par des femmes.
- En juin 2022, un client en Argentine s'est engagé à accroître sensiblement d'une année sur l'autre ses prêts aux PME dirigées par des femmes.
- Toujours en juin, un client du Paraguay s'est engagé à mettre au point un nouveau produit ou service ciblant le segment des femmes et à mettre en place un programme de formation en entreprise sur le genre.

Dans le cadre du pilier partenariats, la MIGA a renforcé sa collaboration étroite avec IFC et la Banque mondiale, tirant parti de leur expertise et s'inspirant des enseignements tirés de l'expérience et des meilleures pratiques. La MIGA a participé activement à des initiatives de promotion de l'égalité des sexes, telles que l'évènement organisé par IFC sur le thème *Gender-Smart Investing: Private Sector Approaches to Advance Gender Equality* dans le cadre d'une initiative annuelle du Groupe de la Banque mondiale intitulée *Accelerate Equality Initiative*<sup>5</sup>. En outre, la MIGA a approfondi son partenariat avec *2X Collaborative*, un organisme sectoriel mondial qui réunit un ensemble complet d'investisseurs pour promouvoir des investissements privilégiant la parité hommes-femmes.

3. La certification EDGE est une méthodologie normalisée et un système de certification mondial pour évaluer et suivre les progrès accomplis dans le resserrement des écarts entre les sexes au sein de l'entreprise.

4. Le *Gender Flag* est la méthodologie d'évaluation mise au point par IFC pour identifier les projets contenant des engagements en matière de genre que la MIGA a adoptée.

5. *Accelerate Equality Initiative* examine les progrès importants réalisés et les enseignements tirés au cours des dix dernières années dans la réduction des écarts entre les sexes et la promotion de l'autonomisation des filles et des femmes, ainsi que les moteurs d'un changement transformateur à l'avenir.



## **Gender Leadership Award**

Le *Gender Leadership Award* de la MIGA, qui est rendu à sa septième année, récompense des hauts cadres ayant prouvé leur capacité à promouvoir l'autonomisation des femmes et l'égalité entre les hommes et les femmes, tout en contribuant à réaliser le double objectif de réduction de la pauvreté et de promotion d'une prospérité partagée du Groupe de la Banque mondiale.

Cette année, le prix a été décerné à Lucy Heintz, associée et responsable de l'infrastructure énergétique chez Actis, pour son engagement à promouvoir l'égalité des sexes sur le lieu de travail. Elle a cofondé et préside actuellement le Comité de l'inclusion et de la diversité d'Actis, qui a principalement pour objet d'améliorer l'approche et les politiques de cette société d'investissement mondiale. Sous sa direction, l'entreprise a lancé des initiatives telles que la création de réseaux féminins, des politiques de porte ouverte, la sensibilisation aux préjugés inconscients et la formation inclusive au leadership pour promouvoir l'égalité des sexes et la diversité. Elle a, en outre, mis en œuvre des projets de collecte de données afin d'établir une base de référence sur les indicateurs de la diversité, recensant les meilleures pratiques et mettant en vitrine les « success stories » de diverses personnes appartenant aux sociétés du portefeuille d'Actis à travers le monde. De surcroît, elle a lancé un programme innovant de mentorat pour les femmes talentueuses des entreprises du portefeuille africain d'Actis.



## **Mesures de la Banque Nationale du Canada en matière d'égalité des sexes à l'appui des PME détenues par des femmes**

En janvier 2022, la MIGA a émis une garantie en faveur de la Banque Nationale du Canada (BNC), couvrant le risque d'expropriation des fonds liés aux réserves obligatoires de la filiale de la BNC, ABA, détenues par la Banque centrale du Cambodge. Il s'agissait de l'un des premiers projets *Gender Flag* de l'Agence et le premier dans un pays IDA. ABA a l'intention d'utiliser les ressources libérées, grâce à la MIGA, pour octroyer de nouveaux prêts, dont 75 % ciblent des PME détenues par des femmes.

# Gouvernance

## Le Conseil d'administration de la MIGA

Les programmes et activités de la MIGA sont guidés par un Conseil des Gouverneurs et un Conseil d'administration représentant les 182 pays membres de l'Agence. Chaque pays nomme un Gouverneur et un Gouverneur suppléant. Le Conseil des Gouverneurs est investi de tous les pouvoirs de la MIGA, mais il en délègue la majeure partie à un Conseil de 25 Administrateurs. Le droit de vote est pondéré en fonction de la part de capital du pays ou du groupe de pays que chaque Administrateur représente. Le Conseil d'administration de la MIGA se trouve au siège du Groupe de la Banque mondiale à Washington, DC, et les Administrateurs se réunissent régulièrement pour examiner les projets de garantie des investissements, prendre les décisions nécessaires à leur sujet et superviser la politique générale d'administration de la MIGA.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site du Conseil :  
<http://www.worldbank.org/en/about/leadership/governors>

# Supervision et responsabilité

## Conseil-médiation-conformité

Le Bureau de médiation, de conformité et de conseil (CAO) est le mécanisme indépendant grâce auquel la MIGA et IFC rendent compte de leurs actions. Le CAO donne suite aux plaintes des populations touchées par les activités et les projets soutenus par la MIGA et IFC, dans le but d'améliorer les résultats environnementaux et sociaux sur le terrain et de promouvoir une meilleure éthique de responsabilité au sein des deux institutions.

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur le site du CA :  
<http://www.cao-ombudsman.org/>

## Audit interne du Groupe

L'audit interne du Groupe (GIA) fournit des assurances et des conseils indépendants, des objectifs et des perspectives qui prennent en compte les risques pour protéger et renforcer la valeur du Groupe de la Banque mondiale. Le GIA donne à l'équipe de direction et au Conseil l'assurance raisonnable que les processus de gestion et de contrôle des risques, ainsi que leur gouvernance générale, sont pertinents et efficaces. Le GIA rend compte au Président et est placé sous la tutelle du Comité d'audit.

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur le site du GI :  
<http://www.worldbank.org/internalaudit>

## Groupe indépendant d'évaluation

Le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) évalue les stratégies, politiques et projets de la MIGA afin d'améliorer les résultats de l'Agence sur le plan du développement. L'IEG est indépendant de la Direction de la MIGA et communique ses conclusions aux Administrateurs de l'Agence et au Comité pour l'efficacité du développement.

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur le site de l'IE :  
<http://ieg.worldbankgroup.org/>

## Vice-présidence Intégrité (INT)

La Vice-présidence Intégrité (INT) est un organe indépendant au sein du Groupe de la Banque mondiale qui enquête et propose des sanctions dans les cas d'allégation de fraude, de corruption, de collusion, de coercition et d'obstruction liés aux projets financés par le Groupe de la Banque mondiale, ainsi que les cas de corruption par le personnel ou les fournisseurs du Groupe de la Banque mondiale. Son bureau de surveillance de l'intégrité collabore avec les parties qui doivent satisfaire aux conditions qui leur sont fixées pour que la sanction soit levée. INT communique les conclusions de ses enquêtes à l'ensemble de l'institution pour aider à réduire les risques de fraude et de corruption dans les projets, apportant ainsi un soutien essentiel au Groupe de la Banque mondiale dans l'exercice de sa responsabilité fiduciaire sur les ressources du développement dont il assure l'administration.

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur le site du INT :  
[www.worldbank.org/integrity](http://www.worldbank.org/integrity)

Pour signaler des actes présumés de fraude, de corruption ou d'autres pratiques punissables dans les projets financés par le Groupe de la Banque mondiale, rendez-vous sur le site :  
[www.worldbank.org/fraudandcorruption](http://www.worldbank.org/fraudandcorruption)

# Principales données financières de la MIGA

## Résultats financiers

Par exercice (en millions de dollars)	2022	2021	2020	2019	2018
Revenu brut des primes	<b>229,4</b>	239,3	232,3	237,9	210,1
Revenu net des primes <sup>a</sup>	<b>116,3</b>	121,3	117,1	115,1	104,1
Charges administratives <sup>b</sup>	<b>65</b>	58,7	61,1	57,8	51,6
Résultat d'exploitation <sup>c</sup>	<b>51,2</b>	62,6	56	57,3	52,5
Revenue net	<b>27,6</b>	81,5	57,2	82,4	40,9
Ratio des charges administratives sur le revenu net des primes	<b>56 %</b>	48 %	52 %	50 %	50 %

a. La prime nette est égale à la prime brute et commissions de cession après déduction des primes cédées aux réassureurs et des frais de courtage.

b. Les charges administratives comprennent les dépenses au titre de la retraite et d'autres régimes d'avantages complémentaires de retraite.

c. Le résultat d'exploitation est égal au revenu net des primes diminué des charges administratives, coûts des retraites compris.

## Principaux chiffres

Par exercice (en millions de dollars)	2022	2021	2020	2019	2018
Capital économique total <sup>a</sup>	<b>759</b>	768	756	717	685
Fonds propres	<b>1 539</b>	1 474	1 335	1 320	1 261
Capital d'exploitation <sup>b</sup>	<b>1 777</b>	1 724	1 591	1 542	1 471
Ratio capital économique total/capital d'exploitation	<b>43 %</b>	45 %	48 %	47 %	47 %

a. Capital absorbé par le portefeuille de garanties et le portefeuille d'investissements, plus le capital requis pour couvrir les risques opérationnels.

b. Capital libéré, bénéfices non distribués/cumul des autres éléments du résultat étendu et réserves au titre du portefeuille d'assurance net.

# FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 22



DÉCEMBRE 2021

## Stimuler l'investissement direct étranger vers l'Afrique – Évènement virtuel mondial

Les IDE en Afrique, déjà en baisse avant l'arrivée de la COVID-19, ont chuté pendant la pandémie, les investisseurs étant devenus plus prudents. Le 9 décembre, la MIGA a abrité un évènement virtuel regroupant les services de l'Agence et les experts en IDE d'autres institutions ainsi que de gouvernements, afin de discuter de la manière d'élargir les initiatives visant à inverser la tendance et à débloquer les IDE dans les marchés émergents. Les intervenants et panélistes étaient, entre autres, David R. Malpass, Président du Groupe de la Banque mondiale ; Amadou Hott, ministre de l'Économie, de la Planification et de la Coopération du Sénégal ; Cheryl Buss, DG d'Absa International ; David Damiba, directeur associé et responsable des investissements à Kasada Capital Management ; Hiroshi Matano, vice-président exécutif de la MIGA ; Ethiopis Tafara, vice-président et responsable du risque et des questions juridiques et administratives à la MIGA ; Indermit Gill, vice-président, pôle mondial d'expertise en croissance équitable, finance et institutions à la Banque mondiale ; James Zhan, directeur senior des investissements et des entreprises, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ; Nkem Onwuamaegbu, responsable par intérim de la région Afrique à la MIGA ; et la chroniqueuse économique, Esther Awoniyi, Maîtresse de cérémonie.

<https://live.worldbank.org/driving-foreign-direct-investment-to-africa>



MARS 2022

## Septième cérémonie annuelle du MIGA Gender Leadership Award : Énergies propres pour tous

La MIGA a organisé la septième cérémonie annuelle de son *Gender Leadership Award* le 8 mars sous le thème « Énergies propres pour tous » pour qu'elle coïncide avec la célébration de la journée internationale des femmes. Le prix a été décerné à Lucy Heintz, associée et responsable de l'infrastructure énergétique à Actis. On comptait parmi les intervenants David R. Malpass, Président du Groupe de la Banque mondiale ; Rania Al-Mashat, ministre de la Coopération internationale de la République arabe d'Égypte ; Hiroshi Matano, vice-président exécutif de la MIGA ; Lucy Heintz, associée, responsable de l'infrastructure énergétique à Actis ; Ousmane Diagana, vice-président pour la région Afrique de l'Ouest et du Centre à la Banque mondiale ; Emmanuel Nyirinkindi, vice-président chargé des solutions transversales à IFC ; et Hana Brix, directrice mondiale chargée du genre à la Banque mondiale.

<https://live.worldbank.org/events/miga-gender-leadership-award-2022>



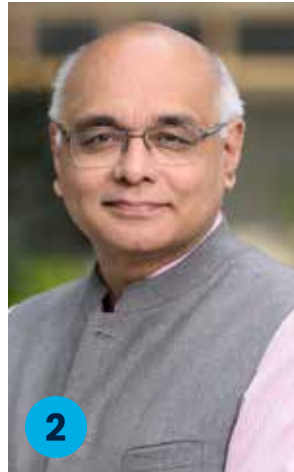
MARS 2022

## Table ronde de la MIGA sur les IDE au Togo

En Afrique de l'Ouest, les projets de développement sont souvent financés par l'État et dirigés par des experts du secteur public, mais l'argent public est rare parce que la pandémie a affecté les caisses de l'État. Dans le cadre d'une collaboration avec le Gouvernement togolais, la MIGA a organisé une manifestation de deux jours réunissant des parties prenantes clés du secteur privé et des représentants de l'État pour discuter de manière franche de l'optimisation des conditions d'investissement, afin d'attirer davantage d'IDE dans la région. Les participants étaient notamment le vice-président de la MIGA, Ethiopis Tafara ; des ministres du Gabon et du Togo ; des directeurs et hauts conseillers de Côte d'Ivoire, de Guinée et du Sénégal ; et des participants du secteur privé représentés par Axian, Bechtel Africa, Engie, Infinity Power, Meridiam, Mota-Engil, Qair, Sonatel, Themis, VINCI Highways et Africa50.

<https://www.miga.org/video/miga-fdi-roundtable-dialogue-togo>

# Notre institution



1. **Hiroshi Matano** | Vice-président exécutif
2. **Junaid Kamal Ahmad** | Vice-président, Opérations
3. **Ethiopis Tafara** | Vice-président et responsable du risque et des questions juridiques et administratives
4. **Sarvesh Suri** | Directeur - Climat, énergie, industries extractives, opérations des marchés financiers et des capitaux
5. **Muhamet Fall** | Directeur, Infrastructure, industries manufacturières, agriculture, services (MAS) et opérations commerciales
6. **Aradhana Kumar-Capoor** | Directrice et conseillère juridique
7. **Merli Margaret Baroudi** | Directrice, Analyses économiques et viabilité
8. **Santiago Assalini** | Directeur, Finances et risque

# Contacts

## ÉQUIPE DE DIRECTION

### Hiroshi Matano

Vice-président exécutif  
[hmatano@worldbank.org](mailto:hmatano@worldbank.org)

### Junaid Kamal Ahmad

Vice-président, Opérations  
[jahmad@worldbank.org](mailto:jahmad@worldbank.org)

### Ethiopia Tafara

Vice-président et responsable  
du risque et des questions  
juridiques et administratives  
[etafara@worldbank.org](mailto:etafara@worldbank.org)

### Sarvesh Suri

Directeur, Climat, énergie, industries  
extractives, opérations des marchés  
financiers et des capitaux  
[ssuril@worldbank.org](mailto:ssuril@worldbank.org)

### Muhamet Fall

Directeur, Infrastructure, industries  
manufacturières, agro-industries, services  
(MAS) et opérations commerciales  
[mfall3@worldbank.org](mailto:mfall3@worldbank.org)

### Aradhana Kumar-Capoor

Directrice et conseillère juridique  
[akumarcapoor@worldbank.org](mailto:akumarcapoor@worldbank.org)

### Santiago Assalini

Directeur des finances et du risque  
[sassalini@worldbank.org](mailto:sassalini@worldbank.org)

### Merli Margaret Baroudi

Directrice, Analyses économiques  
et viabilité  
[mbaroudi@worldbank.org](mailto:mbaroudi@worldbank.org)

## SECTEURS

### Nabil Fawaz

Responsable mondial et chef  
du secteur industries manufacturières,  
agro-industries et services  
[nfawaz@worldbank.org](mailto:nfawaz@worldbank.org)

### Elena Palei

Responsable mondiale et chef du  
secteur infrastructure – transport, eau et  
assainissement, et télécommunications  
[lepalei@worldbank.org](mailto:lepalei@worldbank.org)

### Christopher Millward

Responsable mondial et chef du secteur  
finances et marchés financiers  
[cmillward@worldbank.org](mailto:cmillward@worldbank.org)

### Marcus Williams

Responsable mondial et chef du secteur  
énergie et industries extractives  
[mwilliams5@worldbank.org](mailto:mwilliams5@worldbank.org)

## RÉGIONS

### Nkemjika Onwuamaegbu

Responsable, Afrique  
[nonwuamaegbu@worldbank.org](mailto:nonwuamaegbu@worldbank.org)

### Olga Sclovscia

Responsable, Europe et Asie centrale  
[osclovscia@worldbank.org](mailto:osclovscia@worldbank.org)

### Jae Hyung Kwon

Responsable, Asie du Sud  
[jkwon@worldbank.org](mailto:jkwon@worldbank.org)

### Tim Histed

Responsable, Asie du Sud-Est  
et Australasie  
[thisted@worldbank.org](mailto:thisted@worldbank.org)

### Olga Calabozo Garrido

Responsable, Amérique latine et Caraïbes  
[ocalabozogarrido@worldbank.org](mailto:ocalabozogarrido@worldbank.org)

### Shuichi Hayashida

Responsable, Afrique de l'Ouest et  
du Centre  
[shayashida@worldbank.org](mailto:shayashida@worldbank.org)

### Susumu Takahashi

Responsable, Japon  
[stakahashi2@worldbank.org](mailto:stakahashi2@worldbank.org)

### Jaeyoung Jin

Responsable, République de Corée  
[jjin1@worldbank.org](mailto:jjin1@worldbank.org)

### Rouzbeh Ashayeri

Responsable des souscriptions,  
opérations Amérique du Nord  
[rashayeri@worldbank.org](mailto:rashayeri@worldbank.org)

### Layali Abdeen

Responsable des souscriptions,  
Moyen-Orient et Afrique du Nord  
[labdeen@worldbank.org](mailto:labdeen@worldbank.org)

### Lin Cheng

Représentant, Chine et Souscripteur  
[lcheng1@worldbank.org](mailto:lcheng1@worldbank.org)

## COMPTABILITÉ ET REPORTING

### Thomas Obuya

Contrôleur  
[tobuya@worldbank.org](mailto:tobuya@worldbank.org)

## RÉASSURANCE

### Frank Linden

Responsable, Réassurance  
[fllinden@worldbank.org](mailto:fllinden@worldbank.org)

## ANALYSES ÉCONOMIQUES ET VIABILITÉ

### Moritz Nebe

Chef de secteur, Unité des analyses  
économiques  
[mnebe@worldbank.org](mailto:mnebe@worldbank.org)

### Yasser Ibrahim

Chef de secteur, Viabilité 1  
[yibrahim@worldbank.org](mailto:yibrahim@worldbank.org)

### Kate Wallace

Chef de secteur, Viabilité 2  
[kwallace@worldbank.org](mailto:kwallace@worldbank.org)

### Hiroyuki Hatashima

Responsable en chef de l'évaluation  
[hhatashima@worldbank.org](mailto:hhatashima@worldbank.org)

## GESTION DU PORTEFEUILLE

### Hoda Moustafa

Responsable mondial du portefeuille  
[hmoustafa@worldbank.org](mailto:hmoustafa@worldbank.org)

### Demandes d'informations

[migainquiry@worldbank.org](mailto:migainquiry@worldbank.org)







# GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

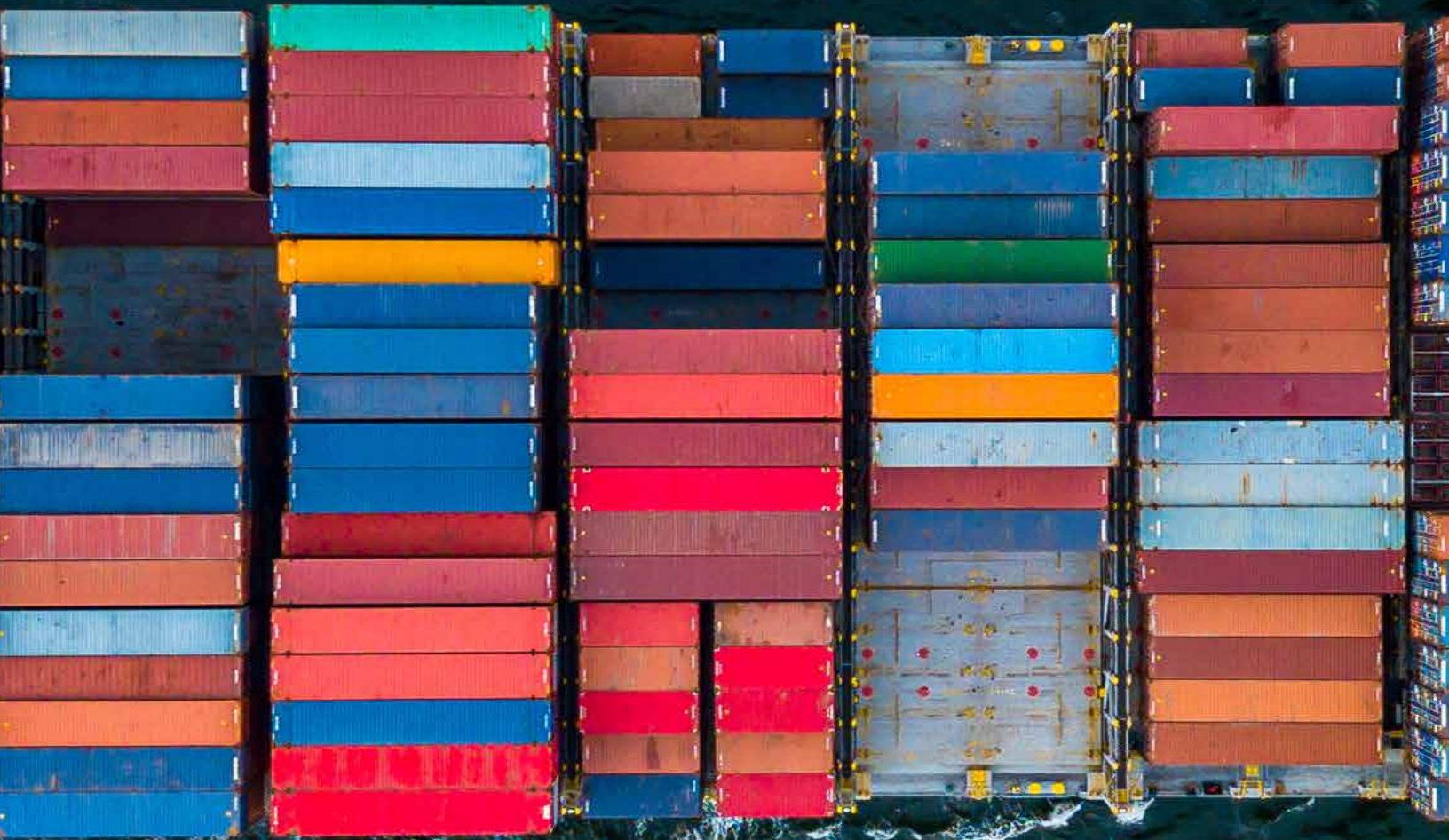
LA BANQUE MONDIALE  
IBRD • IDA

IFC

Société Financière  
Internationale

MIGA

Agence multilatérale de  
garantie des investissements



---

Depuis sa création, la MIGA a émis des garanties pour près de 70 milliards de dollars dans 122 pays en développement à l'appui de près de 1 000 projets.